



FÉDÉCHOSSES

www.pressefederaliste.eu

... pour le fédéralisme, depuis 1973

Revue trimestrielle de débat et de culture fédéraliste

**Editorial (P.28) : « Machin » européen ou Fédération européenne ?
- Pour une intervention de l'UE pour la paix au Moyen-Orient**



Une Europe unie... dans un monde uni (UEF - Congrès de Montreux – 1947)

SOMMAIRE : Le Billet de J-P GOUZY, La Présidence sarkozienne de l'UE / Il y a 30 ans... : J-F BILLION et J-L PREVEL, Henri FRENAY et le fédéralisme européen dans la Résistance // **FOCUS**, « La longue marche des fédéralistes... » : R BLAISE, Le Manifeste de Ventotene ; JF BILLION, Spinelli et le CPE ; A IOZZO et A MOSCONI, Nous revendiquons un nouveau Bretton Woods ; B PACE, Les 10 ans du Staut de Rome de la Cour pénale internationale ; R. LAMING, G-B : *Federal Union* et les *World Federalists* ; A BUMMEL et G GIHOUL, Une proposition actuelle : pour une UNPA // **FED'ACTUALITE**, « Les fédéralistes et les élections européennes » : G MONTANI, Sarkozy a raison, il faut un Gouvernement européen, MAIS... ; F BANFI, Sarkozy, Président de l'Eurogroupe ? ; C MONTFORT, La méthode, quelle méthode ? ; V-X LENTZ, Le PSE doit présenter un candidat à la Présidence de la Commission ; L GOSSET et U JOURDE, *Régions et Peuples Solidaires* : à nous l'Europe ; P HEMON, Les Verts et les élections européennes // **Positions fédéralistes** : UEF, *Résolution stratégique du Congrès de Paris* ; AF S&L, *Les élections prudhommales* // **Courrier** : A ROUBY : Après Bombay, une vraie citoyenneté et diplomatie européennes // *Mon p'tit doigt Fédéchoses - Poitou-Charente* : Non au boycott de la clientèle allemande par les hôteliers-restaureurs (Fabien CAZENAVE) // **Littérature** : B LESFARGUES, Hommage à Rachid ALICHE

La Chronique de Cocorico

P. 26

..., le 5 sarkozaire de l'an 2



... / ...

La Présidence sarkozienne de l'Union européenne

La présidence sarkozienne de l'Europe, même si elle s'est achevée dans un concert de louanges, nous laisse interrogatifs ; même si, pour le quotidien *Le Monde* qui n'est pas spécialisé dans la pratique courante de la brosse à reluire, les applaudissements venus de la plupart des bancs du Parlement européen étaient mérités. L'envoyé spécial du journal à Bruxelles, titrait d'ailleurs son compte-rendu des réunions du Conseil européen des 11 et 12 décembre dernier, sur toute la longueur d'une page : « M. Sarkozy a orchestré un retour de l'Europe des Etats ». Voilà, en effet, qui n'eût pas déplu au général de Gaulle...

De fait, le Président du groupe socialiste au Parlement européen, l'allemand Martin Schulz a publiquement salué un bilan européen qui « n'est pas mal du tout ». Le Président du groupe libéral, le britannique, Graham Watson, lui a accordé un satisfecit : « Vous avez bien travaillé, M. le Président, maintenant vous méritez une pause, n'essayez donc pas d'être tout ». La curieuse alliance de la gauche verte nordique et des communistes qui se retrouve au Parlement européen au sein d'un groupe unique, a même, à sa façon, rendu hommage au caractère parfois « iconoclaste » de l'approche sarkozienne. Seuls, Daniel Cohn-Bendit et ses proches ont refusé de voir, à propos de ce qu'on a appelé « paquet énergie-climat », fruit d'un long marchandage entre 27 Etats aux intérêts contradictoires, une avancée significative de « l'Europe verte ».

Une chose est manifestement certaine : lors de sa séance en plénière du 16 décembre dernier, le Parlement européen a reçu un président sortant du Conseil européen autosatisfait et autosouriant à souhait, déclarant à propos des objectifs que la Présidence française s'était assignée : « ce n'est pas qu'ils ont été atteints, c'est qu'ils ont été bons au-delà ! » Au surplus, le « job » confié à Sarko six mois durant, lui a manifestement plu. L'Elysée n'a ni ménagé sa peine, ni sa propension aux « confidences » destinées au grand public. Cette présidence elle, lui « a beaucoup appris », comme il l'a dit lui-même aux *europarlementaires*, en ajoutant : « j'ai aimé ce travail et je comprends que les membres du Parlement européen soient passionnés par ce qu'ils font... car l'Europe est la plus belle idée qui ait été inventée au XX^{ème} siècle ». Et même fort avant, ajouterait le chœur des historiens.

Evidemment, cette Europe ne saurait se faire sans les Etats, et a fortiori, se construire contre leurs majestés incontournables, puisque dans la perception contemporaine, seul l'accord de tous les Etats engagés dans l'aventure européenne peut permettre à celle-ci de se développer. Même si grandes et petites majestés, ont les mêmes droits, il faut reconnaître aux grandes, comme il nous l'a été aussi rappelé, qu'elles ont aussi plus de responsabilités.

Il est vrai, qu'il y a dans le « tambour battant » sarkozien un peu plus de réflexes mobilisateurs que dans le consensus mou auquel le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, a habitué le peuple basique, celui qui sera appelé à voter en juin prochain. Mais, au-delà des effets déclaratoires et déclamatoires, qu'en est-il exactement sur l'état des grands dossiers, au terme de cette fameuse présidence française ?

L'Irlande d'abord... Sarkozy n'est pour rien, il est vrai, dans l'échec référendaire du Traité de Lisbonne, le 12 juin dernier. Fidèle à lui-même, il s'est, dès le 21 juillet (la Présidence française ayant débuté le 1^{er}) rendu à Dublin pour obtenir un nouveau référendum. Echaudé par le récent échec de cette procédure, le gouvernement gaélique a fait savoir que, ou bien les pays partenaires se passeraient de l'Irlande pour poursuivre leur route, ou bien il leur faudrait patienter quelques temps. Nicolas Sarkozy a dû en prendre son parti, non sans avoir essuyé les quolibets d'agriculteurs irlandais, au passage. Finalement, le Premier ministre, Brian Cowen a confirmé, à Bruxelles, en décembre, qu'il s'engageait à « rechercher » la ratification du Traité de

Lisbonne d'ici la fin du mandat de la Commission européenne, prévue le 1^{er} novembre 2009, avec l'intention d'obtenir son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010. L'Irlande, en contrepartie, devrait obtenir des « garanties juridiquement contraignantes » sur la composition de la Commission qui, contrairement à ce qui avait été prévu dans le Traité de Lisbonne, comprendrait durablement un représentant de chaque Etat membre. Néanmoins, l'unanimité sera nécessaire pour adopter ce compromis. Par ailleurs, des textes additifs au Traité de Lisbonne (sans doute de nouveaux protocoles) devraient apporter des apaisements spécifiques à l'Irlande en matière de fiscalité, de neutralité, mais aussi du droit à la vie, de l'éducation, de la famille. Les Irlandais se réveillent : le Traité de Lisbonne a été signé par leur gouvernement le 13 décembre 2007, sans la moindre réserve après des négociations engagées au mois de juillet précédent. Mieux vaut tard que jamais, nous dira-t-on... Mais, la difficulté irlandaise, si elle est essentielle, n'est pas la seule : la République tchèque assume dans la foulée de la Présidence française, celle de l'Union, avec un président eurosceptique (qui ne jure que par Mme. Thatcher) et un Premier ministre qui, au nom de je ne sais quel *europragmatisme*, a décidé que le Parlement de Prague ne se prononcerait sur le Traité de Lisbonne que le 3 février prochain. Le Président tchèque, comme le Président polonais ont, de leur côté, fait savoir qu'ils ne signeraient le Traité qu'après la ratification irlandaise, dont on vient de voir qu'elle n'interviendrait pas -si elle doit intervenir- avant l'automne 2009. Prague et Varsovie sont, d'autre part, liés par des accords nucléaires spécifiques avec Washington, au grand dam du Kremlin qui menace de répliquer en installant un dispositif nucléaire tourné vers l'Ouest, dans la poche de Kaliningrad (ex. Koenigsberg) entre Lituanie et Pologne. En matière de défense, pour les Tchèques comme pour les Polonais, seule l'OTAN compte. Comme, par ailleurs, le Parlement européen doit être réélu en juin 2009, la procédure de renouvellement de la Commission, et notamment la désignation de son nouveau président, sera entreprise sans délai après l'élection du Parlement européen, c'est-à-dire à la fin de la Présidence tchèque. M. Barroso serait volontiers à nouveau candidat. Ce qui expliquerait l'empressement dont il a fait preuve pendant la Présidence française dans le sillage de Nicolas. Pour le moment, donc, l'incertitude institutionnelle perdure, d'autant qu'un nombre croissant de pays frappent à la porte du paradis communautaire et nous amènent à réfléchir d'ores et déjà, à d'éventuels amendements au Traité de Lisbonne pour permettre, par exemple, à certains petits Etats nouveaux nés des Balkans occidentaux (le dernier en date étant le Monténégro) ou à l'Islande, perdue dans l'Atlantique nord entre Groenland et Norvège, de venir nous rejoindre, comme, nous dit-on, elle en a l'intention depuis la crise des *subprimes*. Nous voici donc devant une Union toujours plus vaste, mais, en même temps, toujours plus complexe à gouverner. Union qui, d'autre part, pour l'heure, demeure l'otage du « NON » gaélique au Traité de Lisbonne et de la Présidence des eurosceptiques de Prague !

Deuxième dossier majeur : l'Union européenne activée -il faut le reconnaître- par la Présidence sarkozienne, tente d'affirmer une unité qui ne serait pas de façade dans la crise mondiale, en recherchant tout à la fois avec ses grands partenaires occidentaux (Etats-unis, Japon en tête) et les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, au premier chef), des solutions pour sortir de la profonde crise économique et bancaire déclenchée par *Wall Street*. De nouvelles régulations financières seront indispensables, tout en rejetant les facilités apparentes, mais aussi les méfaits potentiels de la tentation protectionniste. Des mesures nationales d'urgence ont été définies et, nous assure-t-on, coordonnées. Le « plan européen de relance économique » qui en résulte reposerait présentement sur un effort équivalent au total à environ 1,5 % du PIB de l'UE (200 milliards

d'euros dont 170 à la charge des budgets nationaux). L'action relevant de l'UE permet de prévoir, en tout premier lieu, l'augmentation des interventions de la Banque européenne d'investissements (dont le capital sera augmenté en conséquence) ainsi que des interventions de la Commission à hauteur de 20 milliards d'euros.

Au total, le Conseil européen a estimé que son « plan de relance pouvait être qualifié d'ambitieux ». Pourtant, il est loin de pouvoir se comparer à celui que le nouveau président américain, Barak Obama, nous annonce.

C'est évidemment sur les mesures concrètes préconisées par la Présidence française pour faire face à la crise que les désaccords avec l'Allemagne d'Angela Merkel se sont le plus nettement manifestés. En fait, dans cette conjoncture, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique Gordon Brown, avec lequel il a fait bon ménage, ont tenté de constituer une sorte de tandem provisoire (alors que la livre sterling -faut-il le rappeler ?- fait orgueilleusement bande à part, hors zone euro), tandis que l'Allemagne fédérale aurait accueilli les initiatives françaises avec « défiance », dans la mesure où notre élyséen président pouvait, parfois, donner l'impression d'en prendre trop à son aise avec les méthodes communautaires. En réalité, nous ne nous sommes pas encore donné un véritable « plan européen », nous avons tant bien que mal additionné ceux conçus dans les différentes capitales de l'UE pour leur permettre de faire face à la crise dans un cadre européen. Plus question, pour l'heure, de continuer à limiter les déficits publics à 3 % du PIB, comme le voulaient les sacrosaints « critères de Maastricht » dans le but de prémunir la monnaie unique. Au total, les plans de relance français et britannique représenteraient respectivement 23,5 et 26 milliards d'euros. L'Allemagne s'est fixée un plafond de 32 milliards d'euros. Encore faut-il se montrer prudent à l'égard de tel pourcentage et chiffres. Sur les milliards d'euros annoncés, au titre de la relance économique, quelles vont être, au bout du compte, les dépenses nouvelles réelles des principaux contributeurs ?

Troisième priorité : celle constituée par l'accord intervenu à propos de ce que le général de Gaulle aurait appelé le langage intégré volapucko-bruxellois. C'est-à-dire, le « paquet énergie-climat ». Le paquet a effectivement été bien ficelé. L'UE donne le bon exemple. Elle veut réduire d'ici l'an 2020, 20 % des émissions à effet de serre par rapport à 1990, porter à 20 % la part des « renouvelables » dans la consommation énergétique des vingt-sept, réaliser 20 % d'économies d'énergie. De très importants quotas de pollution gratuite ont dû cependant être accordés à la Pologne, tributaire de ses centrales thermiques au charbon ; à l'Allemagne, pour ses producteurs de ciment et de chaux ; à l'Italie, pour ses verreries. Le manque à gagner pour le marché du carbone, selon les estimations, irait de 10 à 20 milliards d'euros. Au total, on en vient à se demander combien d'industriels auront à payer leurs quotas avec les critères retenus. C'est d'ailleurs ce que Cohn-Bendit n'a pas manqué de balancer au Parlement européen lors de la dernière visite de Sarkozy.

Quatrième enjeu majeur : l'Union pour la Méditerranée. C'était une idée de son conseiller Henri Guaino. Paris ignorait, ou feignait d'ignorer l'existence d'un certain Processus de Barcelone, en place depuis novembre 1995, associant l'UE aux pays du pourtour méditerranéen. Il est vrai que le dit processus vivotait sur le mode mineur en raison, notamment, du conflit Israël-Palestine. Dans un premier temps, Nicolas Sarkozy s'efforça de donner vie à un nouveau processus qui n'aurait intéressé que les pays riverains de la Méditerranée, qu'ils appartiennent à l'Europe, au Maghreb, au Proche-Orient ou à l'Asie mineure. Les États européens qui se sont sentis exclus du processus, notamment l'Allemagne, ont attiré son attention sur les conséquences potentielles d'une telle orientation pour la cohésion de l'UE. L'Elysée a accepté de faire machine arrière. Tous ensemble, à l'exception de Khadafi qui préfère camper seul sous sa tente, vont donc « requinquer » le Processus de Barcelone ! Les questions budgétaires, cependant, ont limité les ambitions et dans la continuité, on a maintenu le siège pré-existant du processus, dans la capitale de la Catalogne, sous l'étiquette d'« Union pour la

Méditerranée ». Ce qui devait être un projet-phare, à l'origine de la Présidence française, s'est en finale réduit comme une peau de chagrin. C'est pourquoi, on a préféré exhiber les mérites du « paquet énergie-climat », lors du Conseil européen de décembre 2008.

Autre point : l'UE s'est trouvée confrontée, on le sait, à l'imprévisible avatar géorgien survenu l'été écoulé dans le Caucase. On connaît l'histoire : l'Ossétie du sud, petite république autonome, politiquement intégrée dans la Géorgie, alors que l'Ossétie du nord est membre de la Fédération de Russie, a subi l'assaut des « forces » du président géorgien Saakachvili, se laissant piéger dans ce guêpier, pour le compte Medvedev-Poutine. Réplique immédiate des armées russes qui ont « libéré » les Ossètes du Sud sans coup férir et par la même occasion, leurs voisins Abkazes, avant de lancer leurs blindés vers la Mer noire d'une part et Tbilissi de l'autre. Promptement, Sarko, en sa qualité de président de l'UE, et bien qu'il n'ait reçu ou sollicité aucun mandat de ses pairs, a bondi à Moscou, puis à Tbilissi où l'avait précédé le bon docteur Kouchner. Dmitri Medvedev accepta le « compromis » proposé, *subito presto*, par Sarkozy, qui pouvait se résumer ainsi : arrêter les hostilités, retirer les forces militaires russes sur les lignes antérieures au déclenchement des hostilités, ouvrir des discussions internationales sur les modalités de sécurité et de stabilité en Abkhazie et en Ossétie. Finalement, à partir du 20 août, les armées russes ont commencé leur retrait à pas comptés de Géorgie, mais elles sont toujours présentes en Abkhazie et en Ossétie du sud, reconnues désormais par le Kremlin comme « pays souverains ». Rien n'est donc vraiment réglé politiquement dans le Caucase, même si le coup de maître de Nicolas Sarkozy est d'avoir su promptement calmer le jeu. Un jeu qui pouvait devenir très dangereux pour la Russie, ses voisins et l'UE elle-même, ou si l'OTAN, à la demande de George Bush, s'en était directement mêlé. A cet égard, une décision du Conseil européen de Bruxelles est passée largement inaperçue, et pourtant elle est potentiellement importante. C'est la décision qui annonce la négociation d'un partenariat oriental de l'UE. La Russie acceptera difficilement, en effet, un ralliement éventuel de l'Ukraine et de la Moldavie à l'UE ; elle considérerait comme intolérable, d'autre part, une tentative de l'OTAN de s'implanter dans le Caucase, la Moldavie, la Biélorussie, l'Ukraine, tous pays de l'ex-URSS. Plutôt que de pratiquer la politique de l'autruche, il faut le savoir et en tirer les conséquences qui s'imposent sur le plan européen, sans oublier, non plus que l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie ont toutes d'importantes minorités russes sur leur sol baltique et que là encore des tensions peuvent à tout moment surgir. D'où la nécessité de « faire avec ». C'est-à-dire, pour l'heure, de négocier avec le Kremlin.

Vient, enfin, la question de « la défense » qui traîne dans les ordres du jour des Conseils européens depuis des décennies, et singulièrement depuis les accords franco-britanniques de Saint-Malo, vieux de deux lustres, mais qui nous laissent presque toujours sur notre faim, chaque pays acceptant le principe d'une défense européenne, mais à une condition : conserver sa souveraineté en la matière, même si celle-ci est totalement illusoire. Cette fois encore, il avait été convenu d'avancer dans ce vaste chantier. Que nous dit-on ? - Qu'il s'agirait « d'améliorer progressivement les capacités civiles et militaires ».

- D'assumer de manière crédible et efficace des responsabilités dans le cadre d'un « partenariat atlantique rénové ». La déclaration rappelle notamment que « l'Europe devrait être effectivement capable au cours des années à venir, de déployer 60.000 hommes en 60 jours, pour une opération majeure, dans la gamme d'opérations prévues dans l'objectif 2010 » ; de planifier et de conduire simultanément, deux opérations importantes de stabilisation et de reconstruction avec une composante civile adaptée, soutenue par un maximum de 10.000 hommes pendant au moins deux ans ; deux opérations tactiques limitées ; une opération d'évacuation d'urgence de ressortissants européens ; une mission de surveillance (maritime ou aérienne) ; une opération civilo-militaire d'assistance humanitaire ; une douzaine de missions de police, de protection civile, incluant au moins une mission majeure d'experts.

- Le Conseil européen a réaffirmé également sa volonté de renforcer le partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN. A cette fin, il approuve l'établissement d'un groupe informel (pourquoi informel ?) mais comme il se doit « à haut niveau » UE- OTAN, afin d'améliorer « de façon pragmatique » [sic] la coopération entre les deux organisations sur le terrain », etc.

Ce n'est pas encore du charabia, mais qui ressemble fort à du bla-bla-bla, tant ces pétitions d'intentions ont déjà été reprises dans des textes précédents, même si les médias n'en ont pas soufflé mot, considérant qu'il s'agissait de non événements.

Reste un dernier point : la Présidence *sarkozienne* du Conseil européen s'est avérée, paraît-il, difficile à vivre pour la bonne harmonie des relations franco-allemandes. Ce problème mérite effectivement toute notre attention. Il n'y a pas, en effet, d'UE sans une union étroite franco-allemande. Il ne suffit pas de nommer le député *UMP villepinois* Bruno Lemaire, Secrétaire d'État aux affaires européennes, avec une bonne connaissance de la langue allemande, ou de multiplier les bisous extra-protocolaires à Mme. Merkel, pour combattre la suspicion entre partenaires ou effacer les désaccords qui se sont fait jour à propos de l'Union pour la Méditerranée et surtout

d'un éventuel « gouvernement économique de l'Europe » qui se substituerait à l'Eurogroupe des ministres des finances de la zone euro.

Comme l'a observé le *Guardian*, la Chancelière et son Ministre des finances social-démocrate, Peer Steenbrück, n'ont pas toujours apprécié l'activisme de l'incontournable partenaire français, redoutant des plans qui se succéderaient sans évaluation suffisante et avec des perspectives incertaines. Comment expliquer, autrement, l'absence de Mme. Merkel au « mini-sommet » réunissant trois jours avant le Conseil européen de Bruxelles, Gordon Brown et Nicolas Sarkozy à Londres ? Comment, surtout, interpréter tant de « non dits » dans les débats tortueux que nous venons de vivre ?

Bref, alors que s'annonce une présidence tchèque totalement imprévisible, avec ses deux mamelles (*euroseptique* et *euro pragmatique*) et que l'actuelle Commission européenne s'achemine cahin-caha, vers la fin de son mandat, nous devrions avoir de bonnes raisons de nous interroger sur les capacités de l'UE à s'affirmer au cours des prochains mois. Le contraste avec la Présidence française risque d'être saisissant, surtout dans la perspective du grand rendez-vous électoral commun de juin 2009.

« Il y a 30 ans
nous avons publié »

Henry Frenay et le fédéralisme européen dans la Résistance (Extraits)

Republié, à l'occasion du XX^e Anniversaire de la mort de H. Frenay
Initialement publié dans le numéro 88, de *Fédéchoses*, en septembre 1988

Jean-Francis BILLION

Bureau de l'UEF France. Comité fédéral de l'UEF Europe et Conseil mondial du WFM

Jean-Luc PREVEL

Secrétaire général de l'UEF Rhône-Alpes. Commission nationale de l'UEF

Henry Frenay, fondateur du mouvement de Résistance *Combat*, membre du *Comité français de libération nationale* à Alger puis à Paris, de novembre 1943 à 1945, et ancien ministre de De Gaulle dans les gouvernements provisoires de la Libération, est décédé à Porto Vecchio le 6 août 1988 à l'âge de 83 ans. Après Altiero Spinelli, c'est l'un des derniers fédéralistes européens de la Résistance qui disparaît.

La presse française lui a rendu hommage tout en restant très « pudique » sur son engagement fédéraliste européen, toujours présent, des premières années de la Résistance jusqu'à la bataille pour la Communauté européenne de défense (CED) et la création parallèle d'une Communauté politique démocratique et supranationale (CEP).

Nous ne reviendrons pas ici sur son action au *Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* puis à la tête de l'*Union européenne des fédéralistes* qu'il anima dans les dix années qui suivront immédiatement la guerre. Même s'il prit par la suite du recul par rapport à l'action militante au jour le jour, il resta cependant fidèle à ses convictions comme en témoigna, en 1984, son soutien au projet de Traité instituant l'Union européenne. Nous voudrions seulement rappeler quelques prises de position qui ont émaillé son action dès l'entre-deux guerres.

Né à Lyon le 19 novembre 1905 dans une famille de militaires conservatrice, il fait ses études à Saint-Cyr puis à l'Ecole de Guerre dont il sort capitaine en 1934. Il suit à Strasbourg les cours du Centre d'études germaniques où il perçoit le caractère monstrueux du national-socialisme et de la guerre qui approche.

Il donnera en 1938 des conférences sur ce thème pour les officiers, à Toulouse : « Un homme, ou un peuple, est très fort quand il entre en lice armé d'un mythe ; or, le national-socialisme a fait découvrir au peuple allemand un ensemble de mythes : le mythe de la race, le mythe du soldat politique, le mythe du socialisme allemand qui éveillent tous des échos profonds dans l'âme populaire... » et en 1939 il concluait ainsi : « L'Allemagne est passionnément dévouée au *Führer* et au Parti. La mission du *Reich*, la guerre, lui apparaîtra comme une croisade nécessaire pour extirper l'hérésie et faire triompher la vérité éternelle. Les hérétiques ce sont les démocrates, les rationalistes les humanistes, les libéraux... Ainsi, la guerre que nous serons peut-être appelés à subir sera la guerre des idées dont les bombes seront les premiers arguments »¹.

Fait prisonnier en juin 1940, il s'évade le même mois et commence de suite à jeter les bases du *Mouvement de libération nationale* et à publier des bulletins d'information clandestins qui deviendront, à partir de décembre 1941, le journal *Combat* qui tirera, dans la clandestinité à plus de cent mille exemplaires.

Frenay est déjà profondément européen et sa résistance ne sera jamais nationaliste ni anti-allemande.

Dès 1942, la nécessité des Etats-Unis d'Europe est affirmée avec force dans le *Manifeste de Combat* dont il est l'un des trois rédacteurs : « La Révolution que nous portons en nous est l'aube d'une Civilisation nouvelle. C'est là qu'est le sens de la guerre civile mondiale. L'histoire nous enseigne l'élargissement constant des frontières. Les Etats-Unis d'Europe -étape vers l'unité mondiale-

¹ In Henri Frenay *La nuit finira*, éd. Robert Laffont, Paris, 1973 pp. 27-28.

seront bientôt une réalité vivante pour laquelle nous combattons. Au lieu d'une Europe, non pas unie mais asservie sous la schlague d'une Allemagne ivre de sa force, nous ferons, avec les autres peuples, une Europe unie, organisée sur la base du droit dans la Liberté, l'Egalité et la Fraternité »².

A la même époque, lors d'un bref séjour à Londres, il se démarque de De Gaulle : « Je dois vous dire que je suis mécontent et scandalisé de l'esprit de nationalisme étroit que je vois chez un grand nombre de vos collaborateurs et dans votre entourage. Je tiens à vous dire, moi, responsable d'un mouvement de Résistance français, que ce que nous combattons dans la Résistance française, ce ne sont pas les Allemands mais les Hitlériens ; ce que nous combattons, c'est une tentative d'unification de l'Europe par la violence au service d'un régime totalitaire mais c'est en vue, après la libération, de travailler ensemble à la construction d'une Europe libre et démocratique, avec ceux-là même que nous combattons aujourd'hui »³.

En mars 1944, à Alger, il développe à nouveau ses thèses devant le premier congrès non clandestin de *Combat* et lance un appel à tous les résistants européens, tout en envisageant quelle devra être la place de l'Allemagne vaincue dans l'Europe de l'après-guerre. *Combat* écrit dans son numéro du même mois : « Aujourd'hui, les souffrances cruelles du peuple allemand nous paraissent être la seule chance d'imprimer dans la chair de cette nation tragique l'horreur de la guerre ; mais demain, nous ne désirons pas que l'on fasse de la vie de chaque Allemand un calvaire. Le nazisme est la dernière incarnation de la folie de la grandeur germanique, utilisée par le capitalisme agonisant et discipliné par le militarisme prussien. Pour rendre l'Allemagne « viable », il ne suffira pas de châtier tous les criminels de guerre ni de changer de régime. Il faudra encore, tout en donnant à l'Allemagne les moyens de vivre sans déchoir, la mettre politiquement et culturellement en tutelle pendant un certain nombre d'années. Comment faire accepter cette tutelle ? Par l'abandon de toutes les nations européennes, au profit de la Fédération européenne, d'une part de leur souveraineté nationale... Nous n'oublions pas que la Résistance allemande a été la première à se dresser, la première à être martyrisée. Nous n'oublions pas Dachau et tant de militants socialistes, catholiques et communistes disparus sans traces »⁴.

Il est en outre intéressant de savoir qu'à la même époque les responsables nazis les plus élevés en grade, et Hitler lui-même, étaient parfaitement informés des positions européistes de Frenay par un rapport du 27 mai 1943, « *Die Armée secrète in Frankreich* », adressé à Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, dans lequel on peut lire : « La prise de position de Frenay vis à vis de l'Allemagne peut s'exprimer ainsi : ...Il ne serait pas sage de faire porter, comme en 1918, au peuple allemand pendant une longue période le fardeau de la défaite, ce qui serait le germe de nouveaux drames et pourrait contraindre le peuple allemand à se révolter. Le morcellement de l'Allemagne doit être écarté et l'unité allemande maintenue doit être intégrée dans l'unité de l'Europe. L'unité économique du monde a nécessairement comme conséquence l'unité politique. L'abolition des frontières politiques et la disparition des conditions économiques qui interdisent un niveau de vie suffisant, suffiront à écarter les causes les plus profondes de la guerre. Ainsi, il ne resterait plus qu'à se protéger contre un réveil du nationalisme, particulièrement en Allemagne. Par la socialisation de l'industrie lourde et la création d'armées internationales, le recours à la force devrait être, dans l'avenir, rendu impossible »⁵.

Il faut enfin rappeler que Frenay ne fut pas le seul Résistant au *nazi-fascisme* à se prononcer pour la Fédération européenne. Tout au contraire ce fut le cas de la quasi totalité de la Résistance non communiste, non seulement en France mais aussi dans toute l'Europe

² *Op. cit.*, pp. 576-578 (extrait de « *Combat et Révolution* »).

³ Extrait d'un discours d'André Philip au Congrès européen du Travail à Paris le 27 avril 1956, in Hubert Halin, *L'Europe unie, objectif majeur de la Résistance*, éd. de l'URPE, Bruxelles, pp 22-23.

⁴ *Op. cit.* p.27.

⁵ In Henri Frenay, *op. cit.*, p. 324.

comme Walter Lippens l'a mis en évidence dans son ouvrage : *Europa - Föderationspläne der Widerstandsbewegungen -1940/1945*.⁶

Que l'on nous permette d'en prendre un dernier exemple dans le texte du projet de programme de la région lyonnaise du *Mouvement de libération nationale*⁷ : « ...Considérant qu'il est impossible de reconstruire une Europe prospère, démocratique et pacifique sous la forme d'un assemblage d'Etats souverains, séparés par leurs frontières politiques et douanières, considérant qu'une Société des Nations conçue comme une ligue d'Etats souverains ne peut être qu'un leurre, nous entendons lutter pour la création d'une fédération européenne, démocratique, ouverte à tous les peuples européens, y compris l'Angleterre et l'URSS... Seule une telle fédération peut assurer aux peuples d'Europe la paix, la prospérité et permettre un puissant essor dans la voie du progrès économique et de la démocratie véritable. Seule une telle fédération peut, par son exemple même, entraîner tous les peuples de la terre vers une organisation fédérale du monde ».⁸ (...)

Publié à l'occasion
du 3^{ème} Salon du livre antifasciste
(Givors – 19 au 22 octobre 2000)

Le fédéralisme : de la Résistance à l'unité européenne

« Unir l'Europe
pour unir le Monde »

Introduction ● Editorial de « *L'Europe fédéraliste* » - n° 1 -
Septembre-octobre 1944 : « 1919 » ☺ Henry Frenay - de
Combat à l'*Union européenne des fédéralistes* ●
Hommage à Luciano Bolis ☺ L'idée fédéraliste et l'unité
européenne dans la résistance ● Le *Manifeste de
Ventotene* ☺ Bibliographie

PRESSE FEDERALISTE

12, rue Président Carnot – 60002 – Lyon

€ 1,5

Cette brochure de Jean-François Billion et Jean-Luc Prevel
est disponible sur

www.pressefederaliste.eu

⁶ Ed. R. Oldenburg Verlag, Munich, 1968

⁷ Constitué en 1943 par la fusion des *Mouvements unis de la Résistance* (*Combat*, *Franc Tireur* et *Libération*) regroupés depuis mars de la même année avec les mouvements de la zone occupée (*Défense de la France*, *Résistance* et *Lorraine*).

⁸ In Henri Michel et B. Mirkine-Guetzévich, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, éd. PUF, Paris, 1954, pp. 398-399.

**Le « Manifeste de Ventotene » d'Altiero Spinelli et Ernesto Rossi
« Vers une Europe libre et unie » (1941)****Ronan BLAISE****Ancien Rédacteur en chef du *Taurillon*, ancien membre du bureau national et des *Jeunes Européens Rouen*****Article récemment publié par *Le Taurillon*.****Le *Manifeste de Ventotene* étant en même temps mis en ligne par www.taurillon.org**

Le *Manifeste de Ventotene* est l'un des textes fondateurs du renouveau fédéraliste tel qu'il s'est cristallisé, en Europe, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Ce document est principalement l'œuvre d'un homme politique exceptionnel, venu de la Gauche communiste : l'italien Altiero Spinelli.

Militant et dissident anti-fasciste venu de la gauche, arbitrairement condamné par le pouvoir mussolinien à l'âge de vingt ans, en 1927, à seize ans de détention policière dans des lieux divers : tout d'abord au pénitencier des îles Pontines, dans l'île de Ponza (1938-1939) puis sur l'île voisine de Ventotene (1939-1943).⁹



**L'îlot San Stefano vu de Ventotene (Années 30)
Dessin d'un prisonnier du pénitencier**

Altiero Spinelli y découvrira incidemment les enseignements philosophiques d'Emmanuel Kant (i.e *Vers la paix perpétuelle*) et les écrits des fédéralistes américains, Alexander Hamilton, John Jay et James Madison (i.e *The federalist Papers*, 1787-1788) : deux grands textes fondateurs du fédéralisme politique moderne dans lesquels il puisera son inspiration.

Réflexions politiques sur un monde en guerre

A l'origine de la réflexion des auteurs on trouve deux grandes préoccupations qui correspondent à deux interrogations fondamentales de la pensée européenne moderne depuis l'Humanisme : comment rendre vraiment possible le progrès social pour tous et comment assurer

une paix véritable entre les nations. Le génie des deux auteurs ayant été d'établir enfin un lien intellectuel clair, évident et lisible entre ces deux grandes problématiques et d'en proposer un remède opérationnel : le fédéralisme.

Analysant les événements de son temps grâce à cette nouvelle grille de lecture, tirant ainsi les tragiques leçons des deux guerres mondiales successives de ce sanglant XXe siècle, Altiero Spinelli comprend alors qu'on pouvait concevoir les relations internationales en tant que conséquences des rapports de force et comme résultat des conflits entre Etats-nations mus par des prétentions exclusives et abusives.

Fruit de ces réflexions, ce *Manifeste de Ventotene*, texte fondateur du fédéralisme européen, dont le titre original exact est *Manifeste pour une Europe libre et unie*, fut rédigé clandestinement en 1941 avec son codétenu Ernesto Rossi.¹⁰

Ce manifeste remet en cause l'État national, le considérant comme étant devenu la cause principale des guerres en général, et de la Deuxième Guerre mondiale en particulier. Un État national éminemment criticable dans la mesure où la seule réponse qu'il semble décidément pouvoir apporter à ses déchirements sociaux internes soit la « diversion » et le « dérivatif » bien commodes, mais en aucun cas remède de nouveaux conflits internationaux.

L'État-nation, voilà l'ennemi

En effet, si les auteurs veulent bien admettre que l'idéologie de l'indépendance nationale « a constitué un puissant levain de progrès (permettant) de surmonter bien des divergences basées sur l'esprit de clocher, dans l'optique d'une plus grande solidarité, (...) (faisant entendre) à l'intérieur des frontières de chaque nouvel État, les institutions et les systèmes des peuples les plus civilisés aux populations les plus arriérées », ils n'en affirment pas moins qu'« elle portait cependant en soi les germes de l'impérialisme capitaliste » et de la formation des régimes totalitaires jusqu'au déchaînement des guerres mondiales.

⁹ Îles « pontines » de Ponza et Ventotene : deux petites îles de la mer Tyrrhénienne : situées dans le golfe de Gaeta, au large de la Campanie.

¹⁰ Ernesto Rossi (1897-1967), auteur de la première partie du troisième chapitre, essentiellement consacrée aux questions économiques et sociales...

Ainsi la nation aurait cessé d'être « *la forme la plus efficace en vue de l'organisation de (la) vie collective* » puisque devenant une entité sacralisée et « *un organisme qui ne doit penser qu'à sa propre existence et qu'à son propre développement, sans se préoccuper le moins du monde du dommage qui pourrait en venir aux autres* ».

De la souveraineté absolue et de l'idéal autarcique de l'État souverain à la volonté de domination hégémonique pour s'assurer des moyens de subsistance autonomes sans jamais devoir dépendre de personne, il n'y a qu'un pas. D'autant que chacun d'entre eux se sent désormais également menacé par la semblable volonté des autres.

En conséquence de cela, l'État « *garant de la liberté des citoyens, s'est transformé en patron des sujets tenus à son service* » faisant tendre ainsi toutes les énergies vers la plus grande efficacité guerrière et vers le service militaire : centralisant les pouvoirs, domestiquant voire caporalisant la société civile, amenuisant les libertés jusqu'au totalitarisme. Et ce, même en période de paix, considérées comme des périodes de pauses en vue de la préparation d'autres guerres inévitables.

A gauche, toute ?

Analyse philosophique et historique (géopolitique ?) de la situation internationale en ce XXe siècle, ce *Manifeste* est également une critique politique impitoyable des idéologies et des faits accomplis de son temps : une critique politique, économique et sociale des monstruosité et des injustices de l'époque.

Critique de l'absence de libertés réelles et de l'État policier, militariste et totalitaire qui mènent à l'oppression et à la guerre ; le *Manifeste* est également une violente critique de l'injuste répartition des richesses, de la « *puissance de l'argent* », de la ploutocratie, des « *fortunes colossales d'un petit nombre et de la misère des grandes masses* », du conservatisme social, des privilèges des classes aisées et des « *aspirations réactionnaires* » de leurs éléments les plus rétrogrades.

D'ailleurs les auteurs, hommes de gauche, indiqueront plus tard¹¹ qu'ils souhaitent pour l'après-guerre que les forces économiques n'aient plus le pas sur les hommes mais puissent leur être soumises et être guidées et contrôlées par eux. L'établissement d'une vie économique enfin affranchie des cauchemars du militarisme et du bureaucratisme national serait rendu possible, nous dit Spinelli, grâce à une révolution fédéraliste européenne, préalable à toute « *émancipation socialiste* » véritable des classes ouvrières et à la mise en place de conditions de vie plus humanisées et d'un train de vie décent.

C'est bien au nom de l'anti-fascisme, de l'anti-racisme, et de l'anti-nationalisme mais aussi au nom de la justice et du progrès social et humain que le *Manifeste* cherche à apporter sa contribution à la lutte titanique et mondiale qui se joue alors contre cette « *civilisation réactionnaire totalitaire* » qui, si elle devait triompher, diviserait alors durablement l'humanité « *en Spartiates et Hilotes* ». A ce titre, le *Manifeste* est un pamphlet militant, un monument de résistance et un discours mobilisateur appelant à lutter courageusement contre ces « *puissances totalitaires* »,

« *ténèbres de l'obscurantisme* » qui menacent alors à nouveau de « *suffoquer l'esprit humain* » par l'asservissement général.

Les tâches de l'après-guerre

Dressant plus loin un rapide panorama de l'après-guerre, Spinelli envisage l'hypothèse selon laquelle la victoire des forces alliées n'entraînerait néanmoins pas nécessairement la réorganisation de l'Europe selon un idéal forcément démocratique et socialement juste. Encore faudrait-il qu'il existât vraiment des forces progressistes unies plutôt que dispersées, et que le contexte leur soit favorable.

Spinelli redoute que « *si demain la lutte politique devait - à nouveau - se restreindre au domaine traditionnel (national), il serait alors bien difficile d'échapper aux anciennes apories* » : le retour de l'affrontement politique entre classes, le retour en force des factions conservatrices et réactionnaires, voire totalitaires, la restauration de l'État national et de sa société inégalitaire, voire servile, l'instrumentalisation du sentiment patriotique, et le retour des conflits internationaux qui en découleraient fatalement.

Afin d'y remédier, le *Manifeste* avance l'idée, révolutionnaire pour l'époque, selon laquelle ces mêmes problèmes économiques et sociaux trouveraient une solution beaucoup plus simple et pacifique dans le cadre d'une fédération européenne et par la création d'un État international et fédéral solide « *tendant au maintien d'un ordre commun* », capable d'éloigner le spectre national, de briser le dogme de la souveraineté absolue des États et contester les autarcies économiques.

Le clivage entre forces réactionnaires et forces progressistes ne suivrait désormais plus « *la ligne formelle du stade plus ou moins avancé de démocratie, du niveau plus ou moins élevé de socialisme à instaurer* », mais la ligne de séparation bien plus substantielle et toute nouvelle « *entre ceux qui conçoivent comme finalité essentielle de la lutte (politique) la vieille ambition de la conquête du pouvoir politique national*¹² (...) et ceux qui verront comme une tâche centrale la création d'un État international solide¹³... ».

Cette Europe nouvelle, libre et unie, organisée de façon rationnelle, serait le préalable politique et institutionnel indispensable à l'émancipation véritable des classes populaires dans le processus historique entrepris contre l'inégalité et contre les privilèges sociaux, dans le but ultime d'une prochaine « *exaltation de la civilisation moderne* ». Il s'agirait là de futurs « *États-Unis d'Europe* » (...) « *nouvel organisme qui sera la création la plus grandiose et la plus innovatrice mise sur pied en Europe depuis des siècles* », pouvant établir de nouveaux rapports de coopération pacifique avec tous les peuples qui constituent l'humanité « *dans l'optique d'un avenir*

¹² « Et qui ferront par là même, et bien qu'involontairement, le jeu des forces réactionnaires, en laissant se solidifier la lave incandescente des passions populaire dans le vieux moule, et en permettant que renaissent les vieilles absurdités... ».

¹³ « Qui canaliseront vers ce but les forces populaires et qui - même après avoir conquis le pouvoir national - s'en serviront, en toute première urgence, comme instrument de la réalisation de l'unité internationale ».

¹¹ Dans la troisième partie du *Manifeste*.

plus lointain qui verrait la possibilité de l'unité politique de tout le globe ».

Une lumière dans les ténèbres...

En résumé, les auteurs de ce *Manifeste* y indiquent que la priorité stratégique des véritables militants progressistes devra être, pour réformer efficacement la société d'après-guerre, la lutte pour la Fédération européenne plutôt que la conquête du seul pouvoir national, dans l'espoir illusoire d'une très hypothétique transformation progressiste de l'État national. Ce document bientôt traduit dans de nombreuses langues sera dès lors l'objet d'un intérêt croissant. Après avoir été tout d'abord distribué sous forme ronéotypée il sera publié pour la première fois à Rome en 1944 et circulera ensuite clandestinement dans la Résistance italienne.

Ce n'est donc pas tout à fait un parfait hasard si ce manifeste sera par la suite adopté comme programme du *Movimento federalista europeo (MFE)* fondé par Altiero Spinelli à Milan, à la fin août 1943. C'est à ce combat politique pour l'Europe fédérale et pour le fédéralisme, vecteurs du progrès politique, économique et social, que nous invite Altiero Spinelli via son « Manifeste de Ventotene » rédigé pour promouvoir « une Europe libre et unie » : fédérale, démocratique et socialement juste.

Altiero Spinelli et le Congrès du Peuple européen

Intervention (extraits) à l'Université d'automne des fédéralistes de Rhône-Alpes 2006

Jean-Francis BILLION

Les raisons et le contexte de la création du CPE

Spinelli, l'un des principaux fondateurs du fédéralisme européen de la seconde moitié du siècle dernier, est le père, le *leader* et le théoricien du *CPE* qui durera 5 ans, de 1957 à 1962, mais dont la gestation a commencé dès le rejet de la *Communauté européenne de défense (CED)* en 1954. Les fédéralistes s'étaient efforcés de pousser à la création parallèle d'une *Communauté politique européenne* censée suppléer l'impuissance, et donc pour Spinelli l'illégitimité des Etats nationaux. On ne peut rien comprendre au *CPE* si l'on ne commence par prendre en compte cette dernière notion. L'échec de la *CED* a mis fin à l'espoir que l'unité politique de l'Europe pourrait se réaliser dans des délais assez brefs et à l'initiative des gouvernements et des classes politiques nationales. Il a préparé l'éclatement de l'*U.E.F.* après janvier 1955 ; les fédéralistes allemands et hollandais la quittant pour créer, avec les français de *La Fédération*, l'*Action européenne fédéraliste (AEF)* qui va regrouper jusqu'à 1973 les fédéralistes les plus modérés et pragmatiques. Au contraire, de 1954 à 1956, Spinelli dénonce l'Etat national souverain et recherche un nouveau cours de l'action fédéraliste. En 1955 il évoque pour la première fois l'existence d'un *Peuple européen* et, après le Congrès de Luxembourg de mars 1956, il énonce que le rôle des fédéralistes est d'en être l'avant-garde. Pour

Spinelli le *Peuple européen* est composé des nombreux groupes sociaux et politiques dont les intérêts matériels et moraux sont lésés par les Etats-nations et il conçoit le *CPE* comme une force politique fédéraliste, européenne et supranationale, dont le succès deviendra possible grâce à l'écroulement du nationalisme économique et à la crise généralisée des Etats nationaux. Ses thèses vont progressivement recueillir le soutien de la majorité des sections italienne et française de l'*U.E.F.*, un certain soutien en Autriche et en Belgique, enfin celui de petits groupes en Allemagne, aux Pays bas et en Suisse. Le 9 avril 1956, en marge d'un Comité central de l'*U.E.F.* à Paris, est prise la décision de créer un *Comité d'initiative pour le CPE* dont Alberto Cabella deviendra le secrétaire.

Organisation et approfondissement théorique

A l'été 1956 la réunion de Stresa va être la première étape fondamentale du *CPE*. Durant 3 semaines les participants, venus des premières villes concernées (Anvers, Dusseldorf, Saarbrucke, Strasbourg, Genève, Lyon et Turin) prennent dans l'enthousiasme, plusieurs décisions : convoquer la première session du *CPE* à Turin en 1956 (elle s'y déroulera finalement en 1957), publier et diffuser une publication périodique, *Peuple européen*, en 4 langues, finalement publiée de janvier 1958 à février 1965 et qui survivra ainsi parfois au *CPE*. Ils adoptent également une Déclaration censée donner tout son sens à l'action et en fixer le cadre, un Plan de travail et un Appel à tous les citoyens européens.

Soucieux de doter le *CPE* d'une base politique claire, Spinelli publie, en 1957 le *Manifeste des fédéralistes européens* (pour ne pas le confondre avec le *Manifeste de Ventotene* de 1941).

Une seconde réunion, va être organisée à Salice Terme des 12 au 14 avril 1957. Les militants présents (de Maastricht, Anvers, Düsseldorf, Bielefeld, Franckfort, Kassel, Strasbourg, Lyon, Bordeaux, Avignon, Grenoble, Genève, Turin, Milan, Pavie, Gênes, Vintimille et Vérone) adoptent le *Manifeste* puis se penchent sur les conditions de la campagne. Un Plan d'action est établi (conditions de réalisation et d'attribution des cartes d'électeurs, conditions de collaboration avec les associations européistes ou avec l'*U.E.F.*, conditions de choix des électeurs, de présentation des candidats, durée de leur mandat ainsi que composition du *CPE* lui-même. Il est enfin, à Salice, pris quelques décisions sur la tenue de la première session du *CPE* qui devait se saisir de *Cahiers de revendication* (allusion à la Révolution française de 1789 et à la convocation des Etats généraux), nommer une Commission chargée de préparer un projet de Traité portant convocation d'une Assemblée constituante et désigner un Conseil permanent. Le *CPE* va permettre à Spinelli, *leader* de la tendance « hamiltonienne » et institutionnaliste du fédéralisme européen, et à Alexandre Marc, philosophe personnaliste acteur et héritier des « anticonformistes des années 30 », de travailler en oubliant leurs différents. Marc sera le plus actif et le plus conséquent dans la conception et l'exploitation des *Cahiers de doléances* dont la synthèse sera publiée en 1962 à Paris par le *Centre international de formation européenne (CIFE)* sous le titre de *Revendications du peuple européen*.

Le déroulement de l'action et ses résultats

C'est le 6 septembre 1957, à Anvers que démarre la campagne électorale et le 24 novembre 1957 les fédéralistes ouvrent leurs bureaux de vote dans lesquels plus de 71 000 électeurs vont déposer leurs bulletins. Les 240 délégués élus se réunissent à Turin des 6 au 8 décembre. La principale action du Congrès est de rédiger un premier projet de traité pour l'attribution au *Peuple européen* de rédiger une Constitution tenant largement compte des revendications exprimées durant les élections primaires. Ce projet prévoit qu'une assemblée élue au suffrage universel direct se réunisse dans les plus brefs délais afin d'établir un projet de constitution européenne fédérale. Le Congrès par contre ne modifie par largement les instances du *CPE* qui demeure présidé par un professeur de droit strasbourgeois, Michel Mouskhély, Cabella conservant le Secrétariat général et Spinelli la « délégation générale ».

En mars 1957 la signature des Traités de Rome, instituant les Communautés européennes, est critiquée par Spinelli. Un an plus tard, la crise algérienne et le *putsch* du 13 mai provoquent la chute de la 4^{ème} République puis le retour au pouvoir de De Gaulle. Pour les partisans du *CPE* ces événements confirment la renaissance du nationalisme, plus particulièrement en France, suite aux Traités de Paris du 23 octobre 1954 qui ont marqué l'intégration de l'Italie et de l'Allemagne fédérale dans l'OTAN. L'arrivée au pouvoir des gaullistes va amener un nouveau durcissement de Spinelli persuadé que ces événements annoncent l'éclatement de la crise généralisée des Etats-nations et de la démocratie en Europe. Spinelli a entre temps demandé à Luciano Bolis d'installer à Paris le Secrétariat général du *CPE*. Malgré ces difficultés les élections primaires ont continué et successivement seront organisées trois autres sessions, à Lyon en 1959, à Darmstadt et enfin à Ostende en 1960. Le projet de Traité validé entre temps par une Commission de juristes sous la houlette de Guy Héraud, est adopté à Lyon en janvier 1959. Le Congrès charge le Comité permanent de le remettre aux gouvernements nationaux. Un Bureau exécutif, réuni à Paris le 6 avril 1959, décide de présenter le Projet de traité à l'*Assemblée des Communautés européennes* présidée par Robert Schumann qu'une délégation conduite par Mouskhély rencontre le 11 novembre 1959 à Strasbourg. A la veille également du 3^{ème} Congrès d'autres délégations présentent le texte aux Présidents des Parlements des 6 Etats membres de l'Europe communautaire. Spinelli mène la délégation au Parlement français, le grenoblois André Boucherle celle rencontrant le Parlement belge, etc. Seule la délégation dirigée par Mouskhély au Parlement allemand essuie un refus. D'autres démarches seront organisées dans certains Etats membres, et plus particulièrement en Italie. Le 4 décembre 1959, la 3^{ème} session du *CPE* s'ouvre à Darmstadt, mais les premiers signes de défiance commencent à poindre quant à sa capacité de créer une alternative politique et démocratique européenne ; différentes thèses commencent à émerger, dont celle de le transformer en un Parti fédéraliste. D'autres problèmes sont ceux de ses relations avec le *MFE* supranational (qui a remplacé l'*UEF*) et les prémisses d'une crise financière

profonde. Le Congrès valide malgré tout une résolution politique appelant les fédéralistes à s'opposer aux évolutions nationalistes des Etats et à intervenir auprès des gouvernements et des classes politiques nationales afin de réclamer la tenue d'une assemblée constituante.

Du Congrès d'Ostende à la fin de l'aventure

Au total les électeurs ayant participé aux élections primaires vont progressivement passer de 70 000 à près de 640 000 dans plus de 25 régions électorales et un nombre toujours plus important de communes. Le nombre des délégués a également augmenté de 88 pour le Congrès de Lyon, 73 pour celui de Darmstadt et enfin 137 pour le dernier réuni à Ostende. Bolis résumera ces résultats en écrivant qu'ils « ne peuvent que paraître extraordinaires si l'on considère (...) : manque de moyens ; caractère absolument bénévole de tous ceux qui s'y consacraient (...) ; lourdeur des tâches (...) ; indifférence généralisée des milieux 'européanistes', sauf à de rares exceptions ; hostilité à peine voilée des appareils des partis « démocratiques » et hostilité manifeste des gauches marxistes ; difficulté de faire passer un message apparemment révolutionnaire dans un climat absolument conformiste. »

La 4^{ème} et dernière session du *CPE* en décembre 1960, représente un autre point culminant de l'aventure. Elle adopte unanimement des textes dénonçant les thèses confédéralistes du gouvernement français. C'est pourtant à dater d'Ostende, que les difficultés semblent s'accumuler. D'après Bolis les militants recherchent une victime expiatoire, des libertés sont prises par certains comités, la pression décidée sur le gouvernement gaulliste tarde à donner des résultats, le soutien des autorités politiques italiennes reste parcimonieux et les milieux économiques n'apprécient pas la stratégie du *CPE*. L'autofinancement ne peut plus durer indéfiniment. Pour sa part Mario Albertini se penche sur la crise du *CPE* ; il écrit que « deux organisations (le *MFE* et le *CPE*) avec leur propre congrès (...) signifient deux politiques, c'est-à-dire si le problème est unique, pas de politique » ; il prend à témoin « la quasi inexistence du *CPE* en France et en Allemagne ». Sur 638 114 électeurs aux élections primaires plus de 455 000 (70 %) l'avaient été en Italie ; la France totalisant plus de 64 000 votes (Annecy, Lyon, Mulhouse, Strasbourg et Vernon, pour 10 % environ) ; l'Allemagne, le Bénélux, l'Autriche et la Suisse encore moins ; en Allemagne, la région de Darmstadt avait représenté plus de 70 % du total. En France, seuls Lyon et Strasbourg avaient été de véritables centres autonomes. En 1961, le *CPE* demande à Piet Houx, Secrétaire général adjoint, d'organiser à Bonn en mai à l'occasion d'un mini-sommet franco-allemand une session extraordinaire afin de « représenter une opposition visible des thèses fédéralistes à l'Europe des patries voulue par le général de Gaulle ». Elle ne peut se dérouler à cause de difficultés matérielles et de l'hostilité manifeste des autorités allemandes. Dans ces circonstances, Bolis présente en juillet 1961 à Turin sa démission. Piet Houx est élu dans la foulée mais la crise n'est pas dépassée. Seules de nouvelles élections, les deuxièmes, vont encore se dérouler à Anvers en 1961

suivies d'autres, totalement autonomes, dans diverses communes autrichiennes en avril 1962.

Dans ces conditions il faut trouver une porte de sortie, une dissolution officielle du *CPE* étant inconcevable pour ne pas reconnaître l'échec. Selon Bolis, « Spinelli maîtrisa la situation en la canalisant en direction du *MFE*, ainsi qu'il le souhaitait plus ou moins clairement depuis longtemps ». Une première réunion avait d'ailleurs été organisée quelques mois auparavant, à Heidelberg en juillet 1960. Le Congrès de Lyon du *MFE*, en février 1962, auquel sera joint une 6^{ème} et dernière session du *CPE*, sera le moment d'une absorption du *CPE* que Bolis qualifiera de « liquidation camouflée » alors que Spinelli va pour des années se désengager de l'action fédéraliste. Le Congrès de Lyon prend quelques décisions concernant l'organisation de nouvelles élections du *CPE* mais la page est tournée et le mouvement fédéraliste va rapidement se pencher sur d'autres alternatives. Quelques semaines après Raymond Rifflet et André Delmas, Président et Secrétaire général du Bureau exécutif du *MFE*, vont prendre contact avec les anciens du *CPE* afin de souligner leurs obligations « à militer dans les organisations locales du *MFE* » tout en invitant ces dernières à « s'occuper activement d'organiser des élections primaires », une invitation qui n'aura aucune suite.

En guise de conclusion nous pourrions reprendre une phrase de Bolis, écrite 30 ans après la fin du *CPE* : « l'idée même du Congrès, considéré dans sa dimension politique, devança les temps, car ce fut la première fois que les notions de *Peuple européen*, de responsabilité historique de nos Etats et d'appel au peuple pour lui faire élire ses représentants en Europe, prirent forme et se concrétisèrent, en ouvrant idéalement la voie, vingt ans plus tard, à un vrai Parlement européen directement élu ».

Nous revendiquons un nouveau Bretton Woods

Alfonso IOZZO

**Président de la *Cassa Depositi e Prestiti Italiane* -
Turin. Ancien membre du Bureau européen de l'*UEF***

Antonio MOSCONI

**Membre du Conseil d'administration du
Centro Einstein di Studi Internazionale de Turin**

Traduit de l'italien par Jean-Luc PREVEL - Lyon

L'analyse de la relation intercurrente entre la monnaie et le pouvoir a poussé les fédéralistes européens, l'année où Nixon a décrété l'inconvertibilité du dollar en or (1971), à estimer que la proposition de Robert Triffin pour une évolution des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI) vers la construction d'une véritable monnaie mondiale, n'était pas mûre. L'équilibre bipolaire et l'hégémonie américaine rendaient alors seulement l'unification monétaire européenne nécessaire (et possible). Mario Albertini écrivait : « Le but

économique est de transformer un groupe de monnaies nationales, avec des possibilités internationales limitées et subordonnées, en une monnaie 'nationale' (européenne) qui couvre tout l'espace en question. Il s'agit donc de mettre en œuvre le moyen politique... »¹⁴. Le *Movimento Federalista Europeo* (*MFE*) poursuit cet objectif d'une manière tenace, jusqu'à la création de l'euro. Triffin lui-même fut convaincu de l'actualité de la proposition et se voua exclusivement au projet d'unification monétaire de l'Europe.

La fin de la guerre froide et de la crispation du monde en deux blocs antagonistes (1991) a favorisé le développement de nouvelles puissances régionales et a redistribué les poids économiques sur la scène mondiale. Elle a aussi malheureusement, en contradiction avec cette réalité, encouragé la tentative des Etats-Unis d'établir un gouvernement unilatéral du monde. Quand Bush a répliqué à l'attaque du onze septembre (2001) non pas comme à un acte criminel mais en terme de guerre préventive globale, « avec nous ou contre nous » selon ses paroles, il a posé les prémisses pour que le déclin de l'hégémonie américaine subisse une brusque accélération. L'issue en a été désastreuse pour le monde surtout pour l'accession aux biens communs mondiaux tels que la paix, la sécurité, la légalité, le caractère énergétique et écologique durable du mode de production et des modèles de consommation, l'équité dans la distribution et la stabilité monétaire. Les Etats-Unis ont perdu leur hégémonie (que ce soit en termes culturels/gramsciens ou dans la dimension réaliste/stratégique) sur tous ces terrains.

Mais le destin du pouvoir politique et celui de la monnaie sont aussi apparus comme étroitement liés aux yeux des Américains. Comme l'a résumé Chalmers, « nous ne payons pas vraiment les coûts de la guerre. Ce sont les Chinois, les Japonais et d'autres investisseurs asiatiques qui le font. Nous mettons les coûts à leur compte en alimentant le plus important déficit public d'un Etat et le plus important déficit des comptes courants de l'histoire économique moderne. Tôt ou tard le militarisme nous amènera à la banqueroute »¹⁵. Les détenteurs d'actifs financiers libellés en dollars, désireux de diversifier les disponibilités et les portefeuilles, se sont tournés vers l'euro provoquant ainsi une appréciation non proportionnée à la participation de l'euro-zone à la formation des équilibres mondiaux (son budget courant est substantiellement en équilibre). Les monnaies qui sont liées au dollar (comme le yuan chinois, les monnaies des pays du Golfe, le real brésilien et le peso argentin) s'en sont déconnectées pour chercher un ancrage dans des paniers régionaux correspondant mieux à la composition monétaire réelle de leur propre commerce international et donner naissance à de véritables unions monétaires semblables à l'euro.

En 2005, les fédéralistes européens, en réalisant la nécessaire actualisation du rapport stratégique entre leur

¹⁴ « Le problème monétaire et le problème politique européen », in, *Le Fédéraliste*, Pavie, n° 3, 1972, pp. 77-108.

¹⁵ Chalmers Johnson, *Nemesis. The Last Days of the American Republic*, éd. Metropolitan Books, New York, 2007.

action européenne et leur action mondiale, ont estimé que le moment était venu de reprendre le projet de Triffin et de nombreux économistes qui l'ont précédé : Keynes, avec le *bancor* à Bretton Woods, et encore avant jusqu'à Stuart Mill. Nous avons élaboré une proposition concrète¹⁶, qui a été débattue au sein du Mouvement au niveau européen et approuvée à l'unanimité par le XXV^e Congrès du *World Federalist Movement – Institute for Global Policy* en 2007. L'idée, c'est que les Etats-Unis ne peuvent pas continuer à financer sans douleur le déficit extérieur consécutif à l'excédent de la dépense privée et publique (« le beurre et les canons ») par rapport à l'épargne, avec une monnaie qu'ils peuvent émettre eux-mêmes, gonfler ou dévaluer, mais que tous les pays doivent utiliser une *World Currency Unit* ; avec des fonctions analogues à celles que la *European Currency Unit* (ECU) avait joué dans la phase précédant la création de l'euro ; sous la direction du FMI, transformé en un véritable Conseil des ministres de l'économie de l'ONU, comme l'a déjà proposé Delors ; gérée par la Banque des règlements internationaux ; sous la vigilance d'une Autorité mondiale pour le contrôle des marchés et de leurs inspecteurs.

L'idée de soumettre à un contrôle multilatéral et plus démocratique la création des liquidités internationales a acquis un caractère d'urgence dramatique avec la banqueroute du système financier américain. Le sauvetage des principaux instituts de crédit foncier, des banques d'affaires et des compagnies d'assurance moyennant le transfert de leurs actifs en souffrance sur le budget des Etats-Unis, pose des questions bien plus inquiétantes que celles auxquelles il prétend apporter une réponse.

A partir de l'été 2007, la Réserve fédérale américaine (*FED*) a employé des moyens financiers et de persuasion d'une dimension sans précédent pour empêcher que la crise financière ne ruine définitivement le rôle international du dollar. Dans un premier temps, on disait qu'il s'agissait d'une crise financière limitée au secteur des emprunts *sub-prime*, une crise de liquidités (des dettes à long terme financées par des fonds liquidables à court terme) qui aurait dû se résoudre avec des prêts de la Banque centrale au système pour la période nécessaire afin de rendre les actifs liquides. On a bien vite dû admettre qu'il s'agissait d'une crise de solvabilité bien plus grave (des fonds des banques et de l'épargne gérés par leurs émanations investis dans des actifs surévalués ou inexigibles). De nombreux avoirs se révéleront non seulement surévalués, mais inévaluables à cause de l'impossibilité d'en fixer le prix en l'absence d'acheteurs et de l'étendue de la diffusion de la contagion à travers les dérivés et les échanges de paiements défectueux (*cds*, *credit default swaps*). Une crise de confiance s'est alors manifestée. La *FED* et la Banque d'Angleterre accepteront, comme garants des prêts au système, les actifs inexigibles ou invendables, procédant ainsi de fait à

des nationalisations bancaires en recourant à la création monétaire. Le FMI évalua les pertes à mille milliards de dollars, sur la base d'une baisse de 3 % des prix immobiliers aux Etats-Unis. Des économistes indépendants l'estiment à trois mille milliards en faisant l'hypothèse qu'une réduction de 20 % du prix des maisons sera nécessaire pour que les acheteurs reviennent et que des prix effectifs puissent être fixés. D'autres suspectent que la crise ne concerne pas seulement le secteur des emprunts et que bien d'autres « affaires » pourraient avoir été financées avec des systèmes « créatifs » de production de papier avec du papier. Il est un fait qu'en septembre (2008) la *FED* elle-même a été accablée et que la dette souveraine des Etats-Unis est restée en première ligne.

A ce point, il ne s'agit plus seulement d'une « catastrophe » financière (Strauss Kahn), mais d'une crise qui concerne le rôle du dollar comme principale monnaie internationale, l'avenir de New York comme capitale indiscutée de la finance mondiale (et, dans la foulée celui des ambitions de Londres), la crédibilité des autorités de surveillance et des agences de cotation, et même la foi dans le culte absolu du marché global déréglementé. La crise du dollar se rajoute à l'échec de la tentative américaine d'exercer, d'une manière unilatérale, le rôle de gendarme mondial et rend encore plus manifeste la fragilité de l'hégémonie américaine. Les fondamentalistes du marché abandonnent l'idéologie dont ils furent jusqu'à aujourd'hui les zélés et les propagandistes intéressés au fur et à mesure que se manifeste l'opportunité de transformer les faillites privées en dette publique. Selon les recettes néo-libérales de Milton Friedman, codifiées dans l'Accord de Washington et imposées aux pays débiteurs pauvres par le FMI, les changes flottants auraient dû empêcher la formation de déséquilibres fondamentaux, alors que les privatisations auraient favorisé l'efficacité. Au contraire, jamais les déséquilibres n'ont été aussi graves et durables et on n'a jamais assisté à de telles appropriations colossales de ressources publiques de la part d'élites restreintes, comme cela a été expérimenté en Russie, en Amérique latine, dans le Sud est asiatique et en Afrique en application de la vulgate de l'Université de Chicago. Selon la très célèbre courbe de Laffer, la détaxation du revenu des riches aurait amené l'épargne des classes qui gaspillaient au niveau de celles qui économisent, favorisé les investissements et le revenu et remboursé l'Etat à travers un meilleur revenu fiscal. Au contraire, l'épargne américaine est tombée à zéro et même en dessous de zéro, les biens de consommation et les guerres ont été financés par le reste du monde dans la mesure de 6 à 7 % du PIB annuel des Etats-Unis et même la mondialisation, privée de gouvernement, est passée non sans traumatismes d'une tendance déflationniste exercée par les nouveaux travailleurs à bas salaires à une poussée inflationniste du fait de leur accession aux biens de consommation.

Le choix devant lequel le monde est placé se situe entre la souveraineté absolue des Etats nationaux (avec ses corollaires : guerre monétaire, protectionnisme, récession et pire encore) et le partage de la souveraineté, en

¹⁶ A. Iozzo, A. Mosconi, "The Foundation of a Cooperative Global Financial System. A New Bretton Woods to confront the crisis of the international role of the US dollar", in, *The Federalist Debate*, Milan, n° 2, 2006. Trad. fr., in, *Fédéchoses*, N° 135, 1^{er} trimestre 2007.

premier lieu monétaire, à travers une réforme radicale des institutions économiques internationales (FMI, BM, OMC et d'autres). Un seul pays ne peut pas fournir les biens communs nécessaires au fonctionnement du marché mondial, c'est à dire : les institutions d'un marché libre (le régime de la propriété, les contrats, les mesures antitrust), la régulation et le contrôle de la monnaie et de la finance, certains *standards* communs sociaux et concernant le travail, une politique globale du développement et certaines limitations dans la recherche du profit en fonction de la protection de l'environnement et de la solidarité mondiale.

L'euro est déjà une composante importante des réserves, des portefeuilles et des paniers de valeurs mais il ne peut pas se substituer au dollar comme monnaie mondiale. Un transfert comme celui du sterling au dollar ne peut pas se répéter. En 1944, à Bretton Woods, les Etats-Unis étaient le seul pays vainqueur qui produisait plus de la moitié du PIB mondial, qui possédait toutes les réserves d'or et les clés du crédit international. Aujourd'hui le pouvoir économique est beaucoup plus réparti. En outre un *euro-standard* retomberait, comme déjà le *dollar-standard*, dans le dilemme de Triffin (dépendance de la liquidité internationale à l'égard de la balance des paiements d'une zone). Il ne s'agit donc pas de passer d'une hégémonie à une autre mais de fonder un nouveau système monétaire et financier sur la coopération internationale.

Il peut être utile d'ouvrir une parenthèse pour rappeler que la liberté de mouvement des capitaux, les taux de change fixes et l'autonomie monétaire des Etats nationaux constituent un « trio incompatible ». Nous pouvons donner comme exemple cette image d'école des régimes monétaires qui se sont succédés. Premier cas : on cherche la liberté des mouvements de capitaux et une relative stabilité des changes en sacrifiant l'autonomie monétaire. C'est le cas de l'étalon or durant l'hégémonie britannique où l'or joue le rôle d'auto protection du droit primitif fondé sur la force ; mais c'est aussi le cas de l'Union économique et monétaire (UEM) où l'euro joue, au contraire, au moins dans la zone concernée, le rôle d'une monnaie de papier correspondant au droit développé fondé sur la partage de la souveraineté (Mario Albertini, 1972). Second cas : le gouvernement de l'économie internationale (occidentale) est confié aux Etats nationaux dans le cadre de l'hégémonie américaine et la stabilité des changes est recherchée à travers un contrôle rigide des mouvements de capitaux. Nous sommes sous le régime de *Bretton Woods*, le *gold exchange standard*, en vigueur de 1944 à 1971. A partir de 1971, la puissance hégémonique doit privilégier l'autonomie monétaire des différents Etats et la libéralisation du marché des capitaux. On entre donc dans un régime de changes fluctuants par rapport au dollar, le *dollar standard*. Avec la création de l'euro (1998), le *dollar standard* est terminé, au moins sur le plan technique, et on entre dans le régime actuel multi-devises, caractérisé par la crise du rôle international du dollar.

Le système à plusieurs monnaies de réserve et à plusieurs paniers de référence qui s'est spontanément formé et dont

font partie (pour citer les développements les plus proches de la zone euro) le rouble convertible et la monnaie du Golfe, représente une phase évolutive mais pas encore suffisante pour garantir les trois fonctions de la monnaie (moyen de change, réserve de valeur et unité de compte), mises continuellement en danger par la fluctuation des changes. Leur volatilité implique des pertes colossales à l'occasion des crises périodiques des devises, des coûts continuels très élevés des transactions et de couverture des risques, des taux d'intérêt plus élevés, une immobilisation de réserves de devises autrement inutile. C'est seulement avec une unité de compte mondiale (et par la suite, avec une monnaie unique) qu'on pourra gouverner la mondialisation avec une unité de mesure stable et égale pour tous (pensons par exemple à la cote du pétrole et du gaz) sans trop sacrifier la liberté de mouvement des capitaux.

Il faut proposer la convocation d'une Conférence internationale pour la fondation d'un nouveau système monétaire mondial qui aurait initialement comme référence un panier unique de monnaies à l'exemple de l'*ECU* qui a précédé l'euro. L'UEM constitue, en fait, un bon exemple pour une union analogue au plan mondial. Avant tout, son succès suscite l'admiration et génère des projets *euro-like* dans le monde entier. L'euro a permis de défendre l'unité du marché européen par rapport à la force destructrice de la fluctuation des changes, de faire tomber les coûts des transactions et les taux d'intérêts, de renforcer le système bancaire et le marché financier et de créer seize millions de postes de travail. En second lieu, sa structure supranationale constitue un modèle : la valeur de l'euro n'est pas liée au sort d'un pays mais de l'UEM ; la Banque centrale européenne (BCE) est une institution de type fédéral qui poursuit en premier chef l'objectif de la stabilité monétaire qui est un bien commun de l'Union et aussi un des droits humains. A Bretton Woods on a choisi le dollar et repoussé le *bancor* proposé par Keynes. A Maastricht, au contraire, on n'a pas choisi le mark allemand mais l'euro, monnaie unique dont la gestion est partagée entre les participants à l'UEM.

Seule la zone euro peut promouvoir l'initiative d'une conférence internationale. La force de son modèle recueille un large consensus de la part de tous ceux qui ont intérêt à la liberté des échanges, en particulier chez les pays exportateurs de pétrole, de gaz et de matières premières ou ceux qui sont destinataires de délocalisations productives massives. Son poids dans le commerce mondial rend crédible la proposition de subordination de la liberté des échanges à l'adoption de règles communes pour gouverner la mondialisation. La force de sa monnaie rend possible le lancement d'un panier commun partiel, même dans le cas improbable mais pas impossible, où les Etats Unis ne feraient pas partie du groupe des premiers adhérents au nouveau système monétaire.

La Coalition pour la Cour pénale internationale (CCPI - ICC) marque le 10^{ème} anniversaire du Traité (Statut) de Rome

William PACE

Coordinateur de la Coalition mondiale des ONG pour la Cour pénale internationale (CCPI)

Directeur exécutif du World Federalist Movement (WFM) - New York

Traduit de l'anglais par Agnès SAMPERE VOLTA - Lyon

La Coalition pour la Cour pénale internationale (CCPI) a célébré le 17 juillet comme la « journée de la justice » en l'honneur de l'adoption du Statut de Rome -Traité instituant la Cour pénale internationale- le 17 juillet 1998. Cette année marque le 10^{ème} anniversaire de cette extraordinaire réalisation.

Représentant l'avancée la plus importante en matière de droit international et des droits de l'homme depuis l'adoption de Charte de l'ONU en 1948, le Statut de Rome constitue un nouvel outil qui nous rapproche de l'objectif fixé par la Charte des Nations unies : « épargner les générations à venir du fléau de la guerre ». Depuis ses débuts, la CPI a déjà fait une bonne partie du chemin devant permettre de garantir qu'il n'y aura plus d'impunité pour des crimes de guerres, des crimes contre l'humanité ou un génocide.

La CCPI a participé activement à la Conférence de Rome (1998), menant les négociations, fournissant des informations quotidiennes afin qu'elles soient diffusées dans le monde entier et facilitant la participation de la société civile et des activités parallèles. Les contributions exceptionnelles de la société civile au cours de cette conférence de cinq semaines sont largement reconnues comme comptant parmi les aspects les plus importants du Statut et du système de justice internationale qu'il a créé. Pendant la semaine anniversaire, le Surinam a ratifié le Traité de Rome, faisant passer le nombre d'Etats membres à 107. Récemment, le Procureur de la CPI a demandé la mise en examen du Président du Soudan Omar Hassan al-Bashir pour génocide -la première demande de délivrance d'un mandat d'arrêt constituée par le procureur de la CPI contre un chef d'Etat en exercice. Ceci fait suite à l'arrestation, au transfert et à la remise de l'ancien Vice-président et commandant en chef des rebelles Jean-Pierre Bemba Gombo à La Haye, première arrestation ouvrant une enquête en République Centre-africaine.

La CPI poursuit également les charges engagées contre Thomas Lubanga Dyilo et les chefs militaires congolais Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui. Les juges à la Cour ont démontré leur indépendance et leur engagement vis-à-vis de procédures pour des procès équitables. Les Chambres de première instance ont affaire à des individus accusés de crimes sérieux. La Chambre d'appel doit prendre une importante décision

sur la participation des victimes aux procès et bien d'autres décisions suivront. Le procureur considère aussi la situation dans d'autres régions y compris l'Afghanistan et la Colombie. Le Fonds au profit des victimes (TFV) est maintenant opérationnel avec un certain nombre d'initiatives dans les pays en question.

Afin de commémorer le 10^{ème} anniversaire de l'adoption du Statut de Rome et l'émergence de ce nouveau système de justice internationale, le Secrétariat de la CCPI a participé à trois événements de haut niveau à travers le monde.

Le 3 juillet 2008, à La Haye, le Ministre hollandais des affaires étrangères, a organisé, en coopération avec la CCPI, une journée événement. Trois cent cinquante personnes y ont participé, y compris des diplomates, des représentants de haut niveau de la CPI et des tribunaux internationaux, des universitaires et des membres de la société civile. Les membres de la coalition, parmi lesquels *Human Rights Watch*, la *Fédération internationale des Droits de l'homme (FIDHS)* et *REDRESS* se sont joints à eux. Madame Rama Yade, Secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères et des Droits de l'homme ; le Président de la CPI, le Juge Philippe Kirsch, son Altesse royale la Princesse Máxima des Pays Bas, la juge Rosalyn Highins, Présidente de la Cour internationale de justice, M. Maxime Verhagen, Ministre néerlandais des affaires étrangères, et le Procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo.

Au siège de l'ONU à New York lors d'une cérémonie de commémoration du 10^{ème} anniversaire célébrée le 17 juillet 2008, l'ancien Procureur à Nuremberg, Benjamin Ferencz, et Richard Dicker de *Human Rights Watch* ont rejoint de hauts représentants de la Cour et de l'ONU parmi lesquels se trouvaient le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, le Président Kirsch, le Procureur Moreno-Ocampo et Mme Simone Veil, Présidente du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, avec un discours sur l'importance du Statut de Rome.

Le même jour à Johannesburg, Afrique du Sud, Oby Nwankwo du Nigéria, membre du Comité exécutif de la CCPI a rejoint des représentants du gouvernement et des membres de la communauté de la justice internationale afin de célébrer cet anniversaire jalon, demandant une coopération et un soutien permanents de la part des gouvernements africains. Parmi les participants au débat se trouvaient l'Archevêque Desmond Tutu, un membre du Conseil de direction du Fonds (TFV), le Procureur adjoint de la CPI, Fatou Bensouda, la Juge de la CPI (et récemment nommée Haut commissaire de l'ONU aux Droits de l'homme) Navanethem Pillay, et Nicole Fritz, Directeur exécutif du Centre de contentieux pour l'Afrique australe.

Les membres de la Coalition ont organisé des événements allant de l'Afrique à l'Asie. On trouve, parmi les pays où des événements commémoratifs ont lieu, le Bénin, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, la Moldavie et le Nigéria. Le 17 juillet est un jour que nous désignons pour célébrer le Statut de Rome, une date jalon pour la paix et la sécurité. Nous devrions être fiers de cette réalisation historique, il y a de quoi, sans nous tout ceci n'aurait pas été possible.

Grande-Bretagne : *Federal Union et les World Federalists*

Richard LAMING

Secrétaire général de la *Federal Union*

Membre du Comité fédéral de l'*UEF Europe*

Traduit de l'anglais par Jean-Francis BILLION - Lyon

Après 43 années d'existence séparée, *Federal Union*, la section britannique de l'*UEF*, s'est finalement réunifiée avec son équivalent fédéraliste mondial, la *Association of World Federalists*, fondée en 1965 par des membres de FU.

Les négociations sur la réunification ont duré tout l'été et elles ont culminé avec une réunion à Londres le samedi 6 septembre à laquelle la fusion a été décidée (avec un seul vote contraire).

Les arguments pour la réunification étaient en partie pratiques et en partie politiques. L'argument pratique était simple : ni *FU* ni l'*AWF* n'étaient des organisations larges et solides de telle manière qu'il y aurait des bénéfices à avoir des activités communes dans l'avenir. L'argument politique reposait sur le fait que de nombreuses questions mondiales ne pouvaient être résolues sans un engagement cohérent de l'Europe, et inversement que de nombreux problèmes européens ne pouvaient être résolus qu'au plan mondial.

Par exemple, la crise financière mondiale doit mener en quelque sorte à un déclin de la valeur du dollar américain. Cela peut arriver par un *crash*, ou en alternative par un accord mondial : actuellement, l'eurozone aurait beaucoup de peine à participer à un tel accord mondial car les arrangements institutionnels pour sa représentation extérieure ne sont pas encore définis. S'ils ne peuvent être correctement définis, le risque d'un *crash* catastrophique vont considérablement augmenter.

Le changement climatique est un autre exemple où la mise en place d'institutions viables dépend de manière cruciale de l'expérience européenne en matière de fédéralisme. Les Européens obtiendront seulement les efforts sérieux nécessaires qu'ils recherchent pour affronter la menace s'ils peuvent persuader l'Amérique, la Chine et l'Inde de se joindre à eux, ce qui signifie en échange qu'ils doivent proposer un schéma qui assure l'efficacité et la responsabilité (et nous savons tous ce que cela signifie).

L'argument contre la réunification était que les fédéralismes européen et mondial étaient conceptuellement différents : le premier suivait une voie connue alors que le second était un saut dans l'inconnu. Il est certainement exact que le fédéralisme en Europe apparaît aujourd'hui solide et digne de confiance, contrairement à beaucoup des points discutés en relation avec le niveau mondial, mais la plupart des membres présents de *FU* et de l'*AWF* sont tombés d'accord que leurs idées communes étaient beaucoup plus fortes que celles qui les divisaient. (Il peut aussi être ajouté que *FU* elle-même ne s'était jamais limitée aux seuls thèmes du fédéralisme européen).

Le débat politique s'est poursuivi avec une réunion de travail durant laquelle les termes de la fusion ont été

approuvés. Les statuts de la nouvelle organisation ont été basés sur ceux de l'ancienne *FU*, toutefois avec des présidents adjoints pour s'assurer que ni le fédéralisme européen ni le fédéralisme mondial ne sont négligés dans le futur plan de travail. Les élections à un nouveau Comité se tiendront lors d'une Assemblée générale en mars 2009 ; jusque là, l'organisation sera dirigée par un comité composé de la totalité des membres des deux comités préexistants. L'organisation conservera le nom de *Federal Union*, qu'elle avait adopté pour la première fois en 1938, et sera membre tout à la fois de l'*UEF* et du *WFM*.

Une proposition actuelle : pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (*UNPA*)

Andreas BUMMEL

**Président du Comité pour des Nations unies
démocratiques (*KDUN*). Berlin**

Grégory GIHOUL

Advocacy Officer du *KDUN* en Belgique

Traduit de l'anglais par Jean-Francis BILLION

La crise financière mondiale a déclenché l'une des pires perturbations économique et sociale au cours des cinq dernières décennies. Restaurer la stabilité économique et financière et redonner confiance dans le système monétaire et financier mondial exige des mesures résolues et ambitieuses. Le Sommet du G 20 le 15 novembre à Washington a conclu que l'un des éléments était « que les institutions de Bretton Woods doivent être profondément réformées afin qu'elles puissent refléter de manière plus adéquate les poids économiques dans le monde et être plus à même de répondre aux défis à venir ». Il faudrait aussi rappeler que les projets soutenus par le groupe de la Banque mondiale et les recettes prescrites par le Fonds monétaire international (FMI) ont souvent eu des effets désastreux dans de nombreux pays. Le temps est venu de faire rapidement des réformes rendant ces institutions plus accessibles à ceux qui sont affectés par leurs politiques : les citoyens du monde, et en particulier les pauvres et les défavorisés ?

La mise en place d'un organisme mondial de représentants élus est une proposition visant à servir ce but : une Assemblée parlementaire des Nations unies (en anglais, *UNPA*). Le Parlement européen (EP), le Parlement latino-américain (*Parlatino*), le Parlement panafricain et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe soutiennent déjà cette proposition. Dix jours avant le Sommet de Washington du G 20, le Sénat argentin est devenu le premier parlement national dans le monde à adopter une déclaration réclamant sans conditions une telle assemblée. Ce n'est probablement pas un accident. En 2001, le FMI avait dramatiquement exacerbé une crise économique en Argentine qui avait

amené une baisse de 11 % de la production intérieure brute et projeté des millions d'habitants dans la pauvreté. Plus que d'autres, les Argentins sont conscients des imperfections du FMI et de ses politiques impénétrables. La Chambre des Représentants de Belgique aura prochainement l'opportunité de se prononcer par un vote sur une motion qui va être mise sur la table des délibérations dans les prochains jours, demandant au gouvernement fédéral de lancer une initiative diplomatique afin de renforcer le soutien envers une *UNPA*.

Cinquante parlementaires belges, des deux Chambres, des diverses communautés et de tous les partis démocratiques, ont déjà soutenu la création d'une *UNPA* en signant un Appel international publié en avril 2007 par une campagne de parlementaires et d'Organisations non gouvernementales dans le monde entier. Ils font partie d'un groupe de plus de 600 représentants élus et de centaines de personnalités de plus de cent pays qui ont dans le même temps annoncé leur soutien, parmi lesquelles M. Boutros Boutros Ghali, ancien Secrétaire général des Nations unies. L'adoption d'une résolution formelle par la Chambre belge des représentants montrerait que, malgré les défis internes de ce pays, il n'a pas laissé passer l'opportunité d'être parmi les premiers à se faire l'avocat de plus de démocratie, de transparence et de réactivité dans le système des institutions internationales en donnant la parole à des représentants élus.

En effet, l'idée que toute la diversité d'un pays est suffisamment représentée dans l'arène internationale par ses diplomates gouvernementaux est périmée. Aujourd'hui, dans un temps de bouleversement mondial où la frontière traditionnelle entre la politique intérieure et étrangère devient sans cesse plus floue, des législateurs doivent être capables de traverser cette ligne imaginaire et d'avoir également leur mot à dire sur les institutions internationales. Une Assemblée parlementaire des Nations unies est la voie la plus réaliste et pratique pour rendre cette avancée possible.

Dernièrement, le Président du PE, Hans-Gert Pöttering, a mis en exergue l'histoire du Parlement européen qui est très instructive pour le projet d'une assemblée parlementaire mondiale : « Les droits de participation démocratique du Parlement européen se sont développés progressivement. En ce qui concerne la *parlementarisation* de l'ONU, il faudrait choisir une approche progressive de façon similaire ». De la même manière que l'ancien Parlement européen, une *UNPA* pourrait être initialement créée comme un forum largement consultatif composé de membres des parlements nationaux. Pour cette première étape il ne serait pas nécessaire de modifier la Charte de l'ONU. Progressivement, l'*UNPA* pourrait recevoir de nouveaux droits et finalement son élection directe pourrait être envisagée. Dès le début, toutefois, le rôle de supervision de l'Assemblée devrait être étendu à l'ensemble du système de gouvernance mondiale ; pas seulement aux institutions de Bretton Woods, mais aussi, par exemple, également aux Nations unies elles-mêmes et à

l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Grâce à ses délégués et à ses commissions, une *UNPA* permettrait aux citoyens et aux mouvements populaires de faire connaître leur ressenti dans le système. La composition de l'Assemblée refléterait celle des assemblées nationales de telle manière que les partis d'opposition seraient également représentés au niveau international. Les délégués à l'*UNPA* seraient libres d'interférences directes de la part des Etats et libres d'adopter une vision globale. Le groupe contribuerait à exprimer l'opinion publique mondiale d'une manière plus légitime et démocratique qu'aucun gouvernement ou groupe de gouvernements n'a jamais pu le faire.

Une question qui sera soulevée devant la Chambre des députés sera le rôle de l'Union interparlementaire internationale (*IPU* en anglais). L'*IPU* est une association internationale de parlements nationaux et le parlement belge est l'un de ses 154 membres. Depuis le début des années 1990, l'*IPU* fait de gros efforts pour apporter une dimension parlementaire à la coopération internationale. Elle aide les parlements nationaux à exercer leur fonction de contrôle au plan national sur les questions internationales. A l'inverse, le rôle d'une *UNPA* serait d'exercer les fonctions parlementaires directement au plan international de plein droit. Des réunions informelles telles que la conférence sur l'OMC organisée conjointement par le Parlement européen et l'*IPU* en sont très loin. Dans tous les cas, une *UNPA* ne remplirait ni ne doublerait pas les fonctions de l'*IPU*. Au contraire, une *UNPA* apporterait une réponse au déficit démocratique de la gouvernance mondiale ce qu'aucune autre institution n'est susceptible de faire.

Campagne d'abonnement de *Fédéchoses*
« Faites comme eux, abonnez vous ! »



Nom
 Prénom
 Adresse

Normal € 15 - Militant € 30 - Soutien € 100

Chèque à l'ordre de PRESSE FEDERALISTE
Maison de l'Europe - Pôle européen de Lyon
18 Avenue Félix Faure - 69007 Lyon
C.C.P. 2490 82 P LYON

Les fédéralistes, la relance du processus constitutionnel européen et les élections européennes de juin 2009

Sarkozy a raison, un gouvernement européen est nécessaire, MAIS...

Guido MONTANI

Economiste – Université de Pavie

**Président du MFE italien - Membre du Bureau de
l'UEF Europe**

Traduit de l'italien par Jean-Luc PREVEL - Lyon

Dans son discours au Parlement européen, le Président Sarkozy a reconnu que « la crise financière exige une réforme des institutions européennes » et que l'Europe a besoin d'« un gouvernement économique » parce que « nous avons une monnaie, une banque centrale, une politique monétaire unique mais nous n'avons pas un gouvernement économique digne de ce nom ». Le Président Sarkozy s'est occupé avec détermination des urgences auxquelles l'Union devait faire face en Géorgie et sur les marchés financiers. Il a su affirmer le point de vue européen dans les affaires mondiales, mais seulement après d'épuisantes négociations avec les autres gouvernements. Maintenant il reconnaît que l'Europe a besoin d'un gouvernement économique. En vérité l'Europe a besoin d'un véritable gouvernement démocratique parce que :

- les citoyens ont le droit de savoir qui décide en Europe, ils ont le droit de choisir qui devrait les gouverner et ils ont le droit de changer de gouvernement s'ils sont mal gouvernés ;
- l'Europe a besoin d'un Ministre européen des Affaires étrangères qui parle au monde d'une seule voix ;
- l'Europe a besoin d'un Ministre de l'économie et des finances qui encadre la Banque centrale européenne dans la gestion de l'économie ;
- l'Europe a besoin d'un Ministre de l'environnement qui favorise la conversion écologique de l'économie avec un projet économique cohérent pour le développement durable.

Quiconque propose un gouvernement doit être conscient que :

- le gouvernement européen doit être démocratiquement responsable devant le Parlement européen et les citoyens européens qui doivent décider par leur vote qui les gouverne ;
- il n'y aura pas de politique extérieure et de sécurité tant que les gouvernements nationaux conserveront le droit de *veto* sur les questions européennes ;

- il n'y aura pas de véritable politique économique et environnementale tant que le gouvernement européen ne sera pas doté d'un pouvoir fiscal pour alimenter un budget européen autonome.

Les fédéralistes européens demandent, comme premier pas vers un gouvernement européen, responsable devant les citoyens européens, que les partis européens désignent un candidat à la présidence de la Commission européenne aux élections européennes de juin 2009. Les citoyens devraient pouvoir choisir par leur vote, pas simplement un parti mais aussi ceux qui auront la responsabilité de mettre en œuvre les politiques de l'Union européenne.

Sarkozy, Président de l'Eurogroupe ?

Florent BANFI

Membre du Bureau exécutif de la JEF Europe - Paris

Nicolas Sarkozy, président du Conseil européen durant le second semestre de 2008 a proposé de continuer son mandat en tant que président de l'Eurogroupe selon le journal français Le Monde. Cette idée est apparue deux mois avant la fin de la présidence française et a suscité de nombreuses inquiétudes venant de toute l'Europe. Même si cette déclaration n'a pas été confirmée par les Ministères français, les médias ont présenté le Président Sarkozy comme un véritable leader européen et ses opposants comme des nationalistes. Mais, est-ce bien la vérité ?

Derrière la proposition de Sarkozy, il y a l'idée de permettre au Président de la République française de continuer à agir au niveau européen, même si son mandat de Président du Conseil européen s'arrête en décembre. C'est pour cela que la proposition présentée consisterait à le laisser continuer comme Président de l'Eurogroupe jusqu'en 2010.

Une proposition similaire à celle du Traité de Lisbonne

La Présidence du Conseil européen est tournante et change tous les six mois. Le Traité de Lisbonne a introduit une présidence plus stable avec un président élu pour deux ans et demi. Sarkozy ne vise pas à présider le Conseil européen car il ne serait guère faisable de reporter la présidence des deux pays suivants jusqu'en 2010. A la place, il irait à l'Eurogroupe pour diriger les Européens durant la crise financière et économique. Même si cela pourrait apparaître comme une tentative pour outrepasser les traités, la logique de cette proposition est dans la ligne de la philosophie du Traité

de Lisbonne qui stabilise la représentation de l'Union européenne (UE) pour améliorer son fonctionnement.

Aussi n'y a-t-il rien de nouveau avec cette proposition, si ce n'est le moment où elle est faite. Personne ne se serait attendu à une telle initiative avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Ce dernier est encore bloqué par le référendum négatif en Irlande et apparemment, Sarkozy a décidé de ne pas attendre sa ratification pour se positionner. Espérons qu'il ne s'agit pas d'un signe de résignation à l'égard de la ratification du Traité.

Une proposition néanmoins controversée

Bien qu'elle puisse apparaître comme positive pour l'Europe, cette proposition n'a pas été perçue comme telle par tous les pays européens, tout au contraire. Le président actuel de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, supposé le présider jusqu'en 2010, a été attaqué en raison de son inaction face à la crise. Les Allemands sont restés muets, en se cachant derrière le fait que la proposition restait officieuse afin d'éviter la question face aux journalistes.

Même si Sarkozy a été très actif comme Président du Conseil européen, la justification de sa proposition rappelle l'arrogance française à l'égard d'autres Etats et la division des Etats européens en deux catégories : les Etats de première classe et ceux de seconde classe.

Que la solution proposée soit acceptée ou non, l'UE a un grave problème de gouvernance de l'Eurozone qui doit être résolu. Un gouvernement européen capable d'agir et soumis à un contrôle démocratique devrait remplacer ces conférences intergouvernementales qui sont tout sauf transparentes et manquent de moyens pour résoudre la crise et assurer un fonctionnement efficace.

Conflit d'intérêts

Si Nicolas Sarkozy agit comme un véritable *leader* européen, alors pourquoi y a-t-il tant de divergences autour de sa proposition ? Il faut faire deux remarques préliminaires. D'abord, aucun changement statutaire établissant de nouveaux pouvoirs pour le président du Conseil européen n'a été fait entre la Présidence slovène et la Présidence française. Aussi, les moyens disponibles étaient-ils identiques pour les deux présidences. Nous pouvons aussi rappeler la très forte Présidence allemande durant le cinquantenaire du Traité de Rome durant laquelle Angela Merkel montra ses talents dans la conduite des autres pays européens.

Sarkozy a tendance à fluctuer entre la France et le Conseil européen quand les autres pays européens ne veulent pas le suivre, comme nous l'avons vu lors du conflit géorgien. Aussi, les résultats obtenus ne devraient pas être considérés comme étant purement ceux du Président du Conseil européen mais comme liés également à sa position de Président de la République française.

Ce double rôle de président, d'un Etat et du Conseil européen, influence d'une manière significative le fonctionnement de l'institution. La situation est problématique dans le sens où elle crée des conflits entre les intérêts français et ceux du Conseil européen. Le fait d'assurer en même temps la présidence d'un Etat et celle

du Conseil européen devient difficile à assurer si le Conseil européen acquiert plus de pouvoir et agit en direction de l'extérieur.

Comment pouvons-nous attendre du Conseil européen qu'il agisse pour tous les Européens, plutôt que pour un Etat particulier, quand le président de l'institution européenne est responsable devant ses citoyens nationaux mais pas devant les citoyens européens ? La hiérarchie des intérêts est assez claire : un mandat plus long au niveau national, un éventail plus large de pouvoirs disponibles... Comment pouvons-nous prétendre que le président sera juste et conscient des besoins européens si son mandat est si court et s'il cumule deux positions avec des pouvoirs si déséquilibrés ?

Une volonté d'améliorer son image

A la lumière du succès de la Présidence allemande, et des bénéfices que Angela Merkel a retirés de cette étape de la présidence du Conseil européen, nous pouvons mettre en parallèle les deux situations et justifier le désir de Nicolas Sarkozy de rester actif au niveau européen comme un moyen d'améliorer son image au niveau national.

Le niveau européen devient une sphère nouvelle, caractérisée par une action insuffisante de la Commission qui crée des occasions de faire apparaître des *leaders*. Néanmoins, le manque de séparation entre le niveau national et le niveau européen, engendré par ce système de présidence, tend à transformer l'UE en un grand Etat-nation (actuellement la France), dépendant du pays qui préside. La situation se rapproche d'un renforcement du pouvoir de l'institution européenne par des *leaders* nationaux plutôt que par de véritables *leaders* européens.

Conseil européen contre Commission européenne

Le Conseil européen est supposé représenter les intérêts des Etats. Chaque représentant parle au nom de ses citoyens et l'intérêt général n'est pas représenté. Le conflit d'intérêt engendré est intrinsèque à l'institution tandis que la valeur de la Commission réside dans son indépendance à l'égard des intérêts particuliers des Etats. La Commission actuelle a été très faible durant la totalité de son mandat. Un tel déséquilibre des pouvoirs entre les institutions favorise la montée de *leaders* tels que le président français actuel. Cette main mise sur l'action publique européenne et la couverture médiatique par le président du Conseil européen pourrait être limitée par une action forte de la Commission européenne.

Le manque de solutions efficaces coordonnées pour faire face à la crise économique a montré la défaite du Conseil européen et de la présidence française. L'activisme ne s'est pas transformé en résultats et, au contraire, a démontré que le Conseil européen n'est pas capable d'apporter des solutions au niveau européen. La crise financière a été très bien gérée par la Banque centrale européenne, mais la crise économique a été confiée à la seule action des Etats. En concluant que l'action serait menée nationalement, le Conseil européen a démontré l'incapacité des pays européens à trouver des solutions européennes. C'est l'échec de la Présidence française, et ainsi celle du Conseil européen, et plus généralement

celle de la manière intergouvernementale pour résoudre les problèmes.

La volonté de Nicolas Sarkozy de rester Président de l'Eurogroupe, en renforçant la dimension intergouvernementale de l'Union contre la Commission, était une mauvaise idée parce qu'elle a démontré non seulement son incapacité à sortir de la crise économique mais aussi le mauvais fonctionnement de l'institution européenne.

Si cette proposition était dans la ligne du Traité de Lisbonne, il ne faudrait pas oublier que ces changements avaient aussi été mis en place pour revaloriser le fonctionnement de la Commission ainsi que pour équilibrer les pouvoirs des différentes institutions. En voulant se mettre en avant comme Président de l'Eurogroupe, le Président français a court-circuité ses partenaires et a non seulement favorisé l'intergouvernementalisme mais aussi alimenté une vision de l'Europe réduite à la volonté des grands Etats.

L'attitude du Président français correspond à une vision ancienne de l'Europe où les Etats sont les principaux protagonistes et les institutions démocratiques et impartiales, telles que la Commission européenne, passent au second plan.

La proposition de Sarkozy a donné le sentiment qu'il était un bon Européen en insistant sur son action sur l'économie (qui n'est encore arrivée à aucun résultat concret) tandis qu'Angela Merkel et Jean-Claude Juncker étaient montrés du doigt comme étant de purs nationalistes. Hors c'est tout le contraire !

Le Président français favorise une vision de l'UE démodée et inefficace qui semble active à court terme mais qui a démontré son inefficacité pour coordonner les Etats face à la crise économique. Son absence de résultats a montré que, présider l'Eurogroupe pendant deux années ne le ferait pas mieux fonctionner que ce n'est le cas maintenant. Au lieu de renforcer la légitimité des institutions européennes, cette proposition n'est qu'une tentative de la part du Président français pour conserver un rôle international.

La méthode ? Quelle méthode ?

Catherine MONTFORT
Militante fédéraliste - Bruxelles

Pour le démocrate européen, le referendum irlandais n'a rien d'un test démocratique valide, même s'il est juridiquement incontournable. En démocratie à 27, chaque Etat a son tour pour négocier ses intérêts : l'Irlande (comme la France...) s'est fait entendre par les 26 autres, chaque Etat a payé pour les intérêts irlandais et réciproquement. Puis l'Irlande a signé le Traité à l'issue de la conférence intergouvernementale. Le second tour que constitue le referendum national (dans un système à l'unanimité) est un déni de démocratie européenne et de responsabilité collective ! Si chacun négocie une fois en tant qu'Etat souverain, puis une seconde fois, après

accord, en tant que peuple souverain, plus rien n'avance en Europe.

Ou bien, lecture plus grave, l'Etat joue double jeu. Autrement dit, la superposition des souverainetés (gouvernementale au plan européen, populaire au plan national) est un non sens et une prime au moins cohérent et au moins fiable des partenaires. C'est pourtant l'exact état de la situation où les gagnants sont ceux qui rompent le pacte tout frais signé, les champions des renégociations, *opt out* etc. Oui, cela pose problème que 4 millions d'Européens bloquent près de 500 millions d'autres.

Encore plus surprenant, le gouvernement irlandais se serait senti obligé de financer la campagne pour le oui, et pour le non ! Comme si l'Etat signataire était neutre et ne s'était pas engagé vis-à-vis des 26 autres, lors de la signature. La méthode est donc un non sens démocratique. Invariablement, on observe après coup que l'Etat qui a organisé un referendum national perd, avec le Non, quelques avantages déterminants pour lui : le Non au Traité de Lisbonne faisait perdre à la France un rééquilibrage bienvenu des votes au sein du Conseil (Nice avait été un désastre...); l'Irlande fait face aujourd'hui à la perte imminente de « son » commissaire si le Traité de Nice reste la base. C'est la preuve que la machine à consensus européenne a bien fonctionné et que les intérêts nationaux avaient été pris en compte¹⁷.

La renégociation d'un traité (déjà reformaté) est une solution peu crédible, alors que 23 Etats se sont prononcés, et l'opinion se lasse des bricolages à répétition. Des solutions existent et elles sont connues : la rupture de méthode pourrait être dans un referendum paneuropéen, permettant des dialogues inter-frontières entre forces politiques proches et entre relais d'opinion à l'échelle adéquate. Car le referendum national est devenu un instrument de détricotage du processus européen : c'est une machine à fabriquer une opinion publique contre les autres. Au point de tenter d'autres Etats. Au prix de mensonges gros comme des maisons : autrefois en France, c'était le divorce qui allait être interdit par l'Union européenne ; aujourd'hui en Irlande, c'est avec l'avortement qu'on assassine les valeurs de la société irlandaise. Le grotesque n'échappe à personne mais le mensonge a payé : il a suffi de monter un théâtre d'ombres le temps d'un vote, rien de plus. Aucun compte ne sera demandé à ceux qui ont diffusé ces mensonges.

Les propositions d'organiser une telle consultation paneuropéenne en même temps que les élections au Parlement européen ont été faites à multiples reprises. Certes, il faudrait réunir plusieurs conditions démocratiques pour échapper aux simulacres actuels, tout particulièrement la constitution de listes transnationales et la conduite de vrais débats paneuropéens. Il faut en effet sortir des campagnes repliées sur l'espace local et le devenir d'élus liés avant tout à l'espace politique national. Le changement de paramètre ne sera pourtant

¹⁷ En outre, pour la première fois, le traité prévoit une clause de sortie qui confère aux Etats membres le droit de se retirer de l'Union européenne.

possible qu'en changeant les méthodes toutes ensemble, autant que possible.

Plus encore que la question du referendum, l'unanimité à 27 est une prime à l'irresponsabilité, sans sanction aucune sinon sur le dos de... tous les autres. Il faut donc revenir à la raison et décider qu'il est impossible de progresser dans tous les domaines tous ensemble. Il faut redécouvrir que l'Europe est un acte volontaire de souveraineté et ce, à travers l'Europe des cercles. L'Europe des « coopérations renforcées » sur des politiques concrètes comme une défense européenne, une politique environnementale à l'échelle du continent, ...est aujourd'hui la seule capable de convaincre les opinions qu'elle est « démocratique ». Mais cela suppose de renoncer, pour préserver l'unité ou maintenir un Etat dans la structure, à tout bloquer ou encore pire à faire des cadeaux supplémentaires et accorder des choses qui ont été refusées à d'autres.

Il est clair que les vieux modes de faire sont aujourd'hui épuisés et qu'il faut changer de paramètre. A 27, la majorité qualifiée est la seule méthode viable, d'autant que les besoins d'Europe sont pressants : énergie, environnement, régulation financière... On ne peut continuer dans ce non sens démocratique.

Le PSE doit présenter un candidat à la présidence de la Commission européenne

Valéry-Xavier LENTZ

Ancien membre du Bureau des JE France. Fondateur du Taurillon. Membre du Bureau de l'UEF-France

Texte également publié par Le Taurillon ; version actualisée d'une réaction à chaud, « A quoi sert le PSE ? », parue initialement sur le blog Publius

Le congrès du *Parti des socialistes européens* réuni à Madrid le lundi 1er décembre a adopté un manifeste en vue des prochaines élections européennes. Toutefois, aucun candidat n'a été à ce jour désigné pour s'opposer à la reconduction du président de la Commission européenne actuelle.

Le manifeste du *PSE* est issu d'une démarche participative au niveau européen faisant appel notamment aux outils d'internet afin d'impliquer les adhérents. Sous le titre « Les citoyens d'abord : Une nouvelle direction pour l'Europe » (PDF, 203 Ko), il détaille soixante propositions pour l'Union européenne.

Poul Nyrup Rasmussen, ancien Premier ministre du Danemark et président du *PSE*, a déclaré : « Notre manifeste présente aux électeurs un choix clair entre le *PSE* et nos opposants. Un choix clair entre une Union européenne progressiste où les Etats membres travaillent ensemble pour endiguer la crise économique et du climat au service de tous les citoyens en Europe et une Europe conservatrice qui met notre avenir dans les mains du

marché ». On ne peut naturellement que se féliciter de l'adoption de ce manifeste qui comporte de nombreux points positifs pour les partisans de la construction européenne, notamment le souhait de voir le traité de Lisbonne entrer en vigueur, et qui a été pris comme référence par la nouvelle direction du Parti socialiste français.

Toutefois les citoyens de l'Union se reconnaissant dans la gauche démocratique ne peuvent aujourd'hui que se sentir perplexes.

En effet, on ne peut être que fort dubitatif en parcourant les termes du manifeste adopté : « une nouvelle direction pour l'Europe », choisir entre « une Europe progressiste » et « une Europe conservatrice », placer « le peuple d'abord ». Et tout ceci, naturellement... avec le candidat de la droite !

Car le plus surprenant est que le *Parti des socialistes européens* semble de facto soutenir la reconduction du sortant, le conservateur José-Manuel Barroso à la présidence de la Commission européenne en ne proposant aucun candidat pour lui succéder.

Deux chefs de gouvernement socialistes, l'espagnol José Luis Rodríguez Zapatero et le portugais José Sócrates ont annoncé à Madrid leur appui à cette hypothèse, comme l'avaient fait avant eux de nombreux gouvernants de droite, dont le président de la République française Nicolas Sarkozy.

Fait accompli ? Cette attitude du *PSE* (que le blog *Eurojunkie* qualifie de « lacheté ») ne peut que semer le doute dans l'électorat car en acceptant le fait accompli plus de six mois avant l'élection européenne, les « responsables » sociaux-démocrates européens envoient un signe particulièrement négatif en avalisant la désignation du nouveau président de la Commission avant que qui que ce soit n'ait eu l'occasion de voter.

L'*establishment* européiste, comme trop souvent, ouvre grand la porte aux partis nationalistes en les laissant se présenter, de manière artificielle, comme la principale force d'opposition au niveau du débat public européen. Au mieux, c'est vers l'abstention massive que l'on pousse ainsi l'électorat de gauche. Si certains avaient une volonté délibérée de saboter l'élection européenne, le moment du choix démocratique sur les orientations de l'Union, ils n'auraient guère fait mieux.

Toutefois la contestation gagne. Les *Verts* semblent ainsi vouloir faire du rejet de M. Barroso l'un de leur thème principal de campagne. C'est ce qu'en dit Daniel Cohn-Bendit, lequel est rejoint par l'ancien ministre des affaires étrangères de RFA, Joschka Fischer, lequel accuse le sortant d'incompétence. Par ailleurs plusieurs blogueurs, dont l'auteur de ces lignes, ont lancé un début de campagne « Tout sauf Barroso » pour tenter de lancer le débat. Un groupe *Facebook* la relaie. Il ne fait guère de doute que les rumeurs seront de plus en plus nombreux à l'approche des élections. En attendant les électeurs de gauche continueront à se poser la question : « À quoi sert le *PSE* ? » Margot Wallström a désormais bien du mal à répondre à cette question (entretien video chez *Eurojunkie*).

Fort heureusement de nombreux socialistes sont conscients que cette situation est intenable. L'ancien Ministre aux affaires européennes Pierre Moscovici, le souligne sur son blog dans un post intitulé : « Et pendant ce temps là... le PSE travaille » consacré à l'adoption du *Manifeste*. Il y déclare : « Il reste une inconnue : derrière quel nom de Président de la Commission le PSE s'engagera-t-il ? La question, soigneusement évitée lundi, devra, selon moi, être posée de nouveau en février 2009. On sait que les partis européens veulent peser dans la nomination du Président de la Commission. Ils le feront d'autant plus facilement que, préalablement à leur victoire, ils appuieront une candidature, qu'il serait alors difficile -et impossible si le Traité de Lisbonne entre en vigueur- pour les Etats membres d'ignorer. Nous ne pouvons pas, ne devons pas, accepter la fatalité d'une reconduction de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne. Car ce Président, profondément conservateur, est dans ses tripes réfractaire à toute idée de régulation. Après s'être accordé sur les idées, le PSE doit maintenant se choisir un visage pour incarner son combat aux futures élections ». Dois-je préciser que j'approuve la méthode ?

C'est afin de soutenir ce points de vue que les militants fédéralistes ont interpellés les participants à la rencontre de Madrid du PSE. Ils ont recueillis le soutien de nombreuses personnalités sans que pour autant le PSE ne prenne la peine à ce jour de se donner un candidat. Il ne reste qu'à espérer un sursaut pour que l'élection européenne puisse donner lieu à un débat de meilleure qualité.

Régions et Peuples Solidaires : **à nous l'Europe !**

Laurent GOSSET

Membre du Bureau fédéral du *Partit Occitan*
Responsable des questions européennes - Toulouse
Uc JOURDE

Membre du Bureau fédéral du *Partit Occitan - Albi*
Directeur de la revue *Occitania-Volèm Viure al País*

La fédération des partis autonomistes ou nationalistes *Régions et Peuples Solidaires (R&PS)* sera présente au rendez vous des élections européennes du mois de juin 2009. Rappelons que pour ce scrutin le corps électoral français est découpé en zones assez improbables mais qui de toute évidence ont pour seul objectif de gommer la proportionnelle. Une fois de plus l'UMP et le PS voudraient tirer les marrons du feu, et les alternatives politiques auront bien du mal à accéder aux fauteuils de député européen. Devant cet état de fait qu'elle dénonce vigoureusement, la fédération *R&PS* a décidé de prendre part au rassemblement avec José Bové, Daniel Cohn Bendit, et les *Verts* pour proposer une autre vision de l'Europe. Car il ne s'agit pas ici d'une alliance de circonstance comme on en voit parfois lors de seconds tours de scrutin, mais d'un véritable projet alternatif pour

« une Europe des peuples et des régions solidaires et écologistes ». Par conséquent plusieurs candidats de *R&PS* (et par exemple du *Partit Occitan*) prendront part à des listes communes et tacheront de faire entendre la voix du régionalisme progressiste dans la campagne électorale qui s'annonce.

Mais on ne peut pas se contenter de participer ! L'objectif clair de *R&PS* est d'obtenir un siège d'eurodéputé lors de ces élections. La constitution des listes de candidats est en cours, et c'est François Alfonsi dans la circonscription électorale « Grand sud-est » qui devrait être placé en position éligible. Tout, bien sur, dépendra du vote des électeurs. Aussi nous appelons tous nos camarades, tous nos sympathisants du fédéralisme, du régionalisme, de l'écologie, à voter et à faire voter pour les listes Europe - Ecologie !

L'élection de François Alfonsi, maire d'une localité corse, ingénieur à l'*ADEME*, consoliderait la dynamique positive de développement que connaissent actuellement les différents partis de la fédération *R&PS*. De plus elle permettrait de renforcer notre groupe au Parlement européen : l'*Alliance Libre européenne*. Pour mémoire l'*ALE* est un véritable parti politique européen qui porte à Bruxelles et à Strasbourg la voix des partis de nature nationale ou régionale ou autonomiste de l'Union européenne ayant fait le choix de la démocratie.

Au delà des enjeux politiques, les élections de juin seront l'occasion de débattre de la situation économique et écologique de notre monde. La montée en puissance des problèmes liés à l'environnement (énergie, alimentation, santé...) sera un temps occultée par la crise financière et économique. La crise financière que nous traversons fait vaciller de nombreux établissements bancaires européens, de nombreuses entreprises. Seule l'intervention coordonnée des principaux Etats européens semble capable de stabiliser la situation ; de toute évidence l'Europe a besoin d'une gouvernance économique plus formalisée que ce que les sommets de chefs d'Etats permettent de faire. Nous avons besoin d'un véritable gouvernement économique, au moins en ce qui concerne les 15 pays de la zone euro. Nous avons également besoin d'un président de l'UE qui ne change pas tous les 6 mois ! Les Tchèques prendront la présidence de l'Europe en janvier 2009. Quelle sera leur attitude face à la crise ? Quelle sera leur stratégie face à la Russie en Georgie ou en Ukraine ? Quelle position à l'égard du refus irlandais d'accepter le traité institutionnel ?

La nécessité d'une Europe politique est une double évidence : d'une part répondre aux enjeux économiques, culturels et environnementaux, et d'un autre côté se poser « d'égal à égal » avec la Russie, les Etats-Unis, la Chine ou bien l'Inde. Mais nous ne voulons surtout pas d'un *méga-Etat* européen centralisé à la mode de Paris ! Nous militons pour une Europe fortement décentralisée, une Europe des régions fédérées avec par exemple un sénat des régions d'Europe à côté du parlement actuel. Car c'est bien au niveau des régions que l'efficacité politique et administrative est la meilleure, grâce bien sûr à la proximité des citoyens et des décideurs, mais aussi grâce à la forte cohésion des régions bâties sur une identité ouverte.

L'aspect institutionnel de la construction européenne cache souvent une autre faiblesse de l'UE : son manque de financement. Avec seulement 1 % du PIB des Etats membres on ne peut espérer être à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle : développer les énergies renouvelables pour diminuer notre production de CO₂, favoriser la recherche, développer un réseau ferroviaire européen (TGV et Fret), maîtriser la mondialisation économique, maintenir la diversité des identités culturelles... Une hausse sensible de la participation des Etats est nécessaire et indispensable si l'UE veut demain assurer l'avenir de ses citoyens et jouer un rôle moteur et positif sur la scène mondiale.

On le voit à travers ces quelques lignes, l'Europe est un sujet riche et passionnant que nos concitoyens connaissent hélas assez peu. La fédération *Région et Peuples Solidaires* est déterminée à s'exprimer dans le débat politique sur l'Europe pour faire avancer ses propositions avec tous ceux qui voudront bien la rejoindre. Un élu de *RPS* au Parlement européen c'est possible, à nous tous ensemble de concrétiser cet espoir.

Les Verts et les élections européennes

Pierre HEMON

Adjoint au Maire de Lyon. Président du groupe Verts au Conseil municipal. Membre du Conseil national interrégional des Verts

Membre de l'UEF Rhône-Alpes

Depuis l'été les *Verts* ont lancé un appel au rassemblement des écologistes pour la création de listes *Europe Ecologie*. La dynamique semble bien enclenchée, la personnalité de Dany Cohn-Bendit y étant pour beaucoup.

***La régulation au service de tous
doit remplacer le laisser-faire au profit de quelques uns***

En effet les crises écologique, sociale, alimentaire, énergétique, économique, financière convergent en une crise globale, chaque jour plus profonde, chaque jour plus violente.

Les conséquences en sont déjà visibles et ressenties : c'est la diversité du vivant qui décline, c'est l'incapacité de notre planète à se régénérer autant qu'elle est utilisée, ce sont les réfugiés climatiques qui se bousculent à nos frontières (quand ils ne meurent pas dans leurs tentatives désespérées de les atteindre !).

Et nous pensons que la brutalité et la gravité de ces crises qui pulvérisent notre modèle de « développement », engagent notre responsabilité individuelle et collective.

De Bruxelles à Poznan

Malheureusement l'accord des chefs d'Etat et de gouvernements européens sur le « paquet climat-

énergie », aussi bien que la conférence des Nations unies de Poznan, confirment que l'Union européenne n'a pas assumé le rôle attendu -et prétendu- de *leadership* mondial dans la lutte contre les changements climatiques. Pire, les déclarations d'autosatisfaction des dirigeants européens cachent mal la triste réalité : les égoïsmes nationaux et les pressions économiques ont pris le dessus sur l'intérêt collectif et ont amputé les moyens qui auraient permis d'atteindre les objectifs climatiques et énergétiques qui s'imposent.

***L'économie de l'intelligence
doit remplacer l'économie de la rente***

C'est désormais l'impératif écologique et social qui doit guider nos choix politiques. Une économie de l'intelligence, créatrice de richesse partagée et de millions d'emplois, doit remplacer l'économie de la rente, du productivisme et de la surconsommation, que défend une coalition d'intérêts privés et politiques.

Et si la transformation de nos sociétés vers un mieux-être collectif est possible, ce n'est ni demain, ni peut-être, mais Maintenant !

***L'Europe :
seul espace collectif à la hauteur des enjeux***

Nous voulons construire un nouvel espace politique autonome autour des listes *Europe Ecologie* :

- un espace ouvert à toutes celles et tous ceux qui refusent la fatalité de l'immobilisme, les querelles de boutique et les postures partisans quand l'essentiel est en jeu, c'est-à-dire les conditions de vie, de travail, d'alimentation, de santé, de paix entre les hommes et la préservation de la biodiversité ;
- un espace ouvert à toutes celles et tous ceux qui croient en un projet européen démocratique, respectueux des citoyens, de l'environnement, des territoires, de la diversité culturelle, des droits fondamentaux et des libertés individuelles qui s'opposent sans relâche aux dérives libérales ;
- un espace ouvert à toutes celles et tous ceux prêts à défendre les valeurs de régulation et de partage.

Alors que les mois qui viennent seront décisifs pour l'avenir du climat, l'Europe, prise entre son conservatisme industriel et l'ego de ses dirigeants, a officiellement perdu son statut de *leader* mondial pour la protection de ce bien commun de l'humanité. Raison supplémentaire pour que la priorité écologique soit affirmée avec force lors des prochaines élections européennes !

L'Europe est le seul espace collectif à la hauteur des enjeux. Les *Verts* et les listes *Europe Ecologie* proposent aux citoyens conscients et actifs, aux militantes et militants associatifs, syndicaux et politiques de l'investir avec eux. Car L'Europe sera ce que ses citoyens en feront, ce que, tous ensemble, nous en ferons !

XX° Congrès de l'UEF Europe - Paris - Octobre 2008

Nous publions ci-après exclusivement la motion stratégique du dernier Congrès de l'UEF Europe récemment tenu à Paris fin octobre. Les autres résolutions sont disponibles en français sur le site internet de l'UEF France (www.uef.fr - europe-federale.asso.fr) et dans sa publication *Europe fédérale*.

Commission politique I : Résolution relative à la stratégie de l'UEF

Le XXe Congrès de l'UEF, réuni à Paris, les 11 et 12 octobre 2008,

conscient

- que l'ordre politique mondial, fondé sur l'ONU et le système de Bretton Woods, créés à l'initiative des Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale, s'effondre dans une crise majeure et a besoin de profondes réformes afin de prendre en compte le système international multipolaire naissant, qui inclut de nouveaux acteurs politiques comme l'Union européenne, la Russie, le Japon, la Chine, l'Inde et le Brésil ;
- qu'après la fin de la Guerre froide, la création de l'Union monétaire et l'élargissement à 27 Etats membres, l'Union européenne est entrée dans une nouvelle phase de son existence, puisque le problème originel de créer un ordre pacifique entre les Etats européens peut être considéré comme résolu, tandis que l'Union européenne doit faire face à de nouveaux défis externes, tels que des guerres (même immédiatement aux frontières de l'Europe), la globalisation, le terrorisme international, la pauvreté dans le monde, les migrations de masse et la menace d'une crise écologique mondiale ;
- que toutes les réformes institutionnelles proposées par les gouvernements nationaux, depuis le Traité de Maastricht (1991), le Traité d'Amsterdam (1997) et le Traité de Nice (2000), se sont montrées inadéquates pour donner à l'Union européenne la capacité effective d'agir et de combler le manque de confiance entre les citoyens et les institutions européennes justifiant ainsi la propagande eurosceptique et nourrissant un nouveau nationalisme ;
- que les tentatives d'améliorer l'Union par la Constitution européenne (2004) ont échoué et que le Traité de Lisbonne (2007) est dans une impasse due au besoin de prendre les décisions à l'unanimité de tous les Etats membres et aux visions de plus en plus divergentes des *leaders* européens quant à l'avenir de l'Europe ;
- que le recours à des référendums nationaux pour décider des questions européennes est un non sens démocratique ; personne ne propose d'organiser des référendums locaux pour décider de questions nationales ; chaque niveau de gouvernement devrait disposer de moyens convenables de décision ; si les citoyens européens doivent être consultés, le moyen adéquat est un référendum européen ;
- que le déficit démocratique de l'Union européenne ne peut être comblé que par la création d'une fédération européenne avec une Constitution et un gouvernement démocratiquement responsable et doté d'assez de pouvoirs pour promouvoir la création d'un ordre mondial de paix et de prospérité et celle d'un développement durable ;
- que la création d'une fédération européenne ne peut pas simplement suivre le modèle institutionnel d'Etats fédéraux existants mais peut s'en inspirer, parce que l'Europe n'est pas une nation et que la Fédération européenne devra être une *démocratie supranationale* capable d'exprimer la volonté d'un peuple européen pluri-national et pluri-culturel, ouvert à la coopération avec les autres peuples du monde,

en vue de l'élection européenne de juin 2009,

appelle

- les *partis européens* à désigner leur candidat à la Présidence de la Commission européenne avant les prochaines élections parlementaires européennes, parce que les citoyens européens ont le droit de choisir un programme politique et de savoir qui sera responsable de sa mise en oeuvre ; la désignation populaire du Président de la Commission est le premier pas vers la transformation de la Commission en un vrai gouvernement européen et la création d'un espace public européen ;
- la Commission européenne à demander à l'Irlande de reconsidérer sa position sur le Traité de Lisbonne, qui est de grande importance pour le projet européen ;
- les *Etats membres* qui ont déjà ratifié le Traité de Lisbonne et la Commission européenne, à le mettre en application avant la prochaine élection européenne, même si tous les Etats membres ne l'ont pas ratifié, et à commencer la mise en oeuvre de certaines de ses parties, notamment le service d'action extérieure, à faire usage de la coopération renforcée,

en vue de la création d'une fédération européenne,

appelle

- le *Parlement européen* et les *gouvernements nationaux* disposés à le faire, à prendre une initiative pour une fédération européenne et à donner un mandat populaire à une convention/assemblée constituante pour qu'elle rédige une Constitution démocratique fédérale et crée un gouvernement fédéral européen. Les citoyens européens devraient être pleinement impliqués dans ce processus constitutionnel afin d'avoir un véritable débat européen et d'éviter des référendums nationaux.

demande

au nouveau Comité fédéral de l'UEF et à son Bureau d'élaborer des propositions pratiques pour une nouvelle campagne en vue d'assurer tout d'abord l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et pour un gouvernement fédéral européen et une constitution démocratique, ainsi que d'autres initiatives ponctuelles urgentes, en ouvrant un débat avec les *Jeunes européens fédéralistes (JEF)*, le *Mouvement européen*, l'*Intergroupe fédéraliste du Parlement européen*, des organisations de la société civile et des citoyens européens sur les défis fondamentaux auxquels l'Europe fait face aujourd'hui.

Elections prud'homales 2008 : au-delà d'une abstention annoncée

Le 3 décembre 2008, les travailleurs salariés et les employeurs étaient appelés aux urnes pour élire les 14.512 conseillers prud'homaux des juridictions qui, en France, sont chargées de juger les litiges du travail.

Depuis 1979, date du 1^{er} scrutin national, la participation à ce vote a continuellement et régulièrement baissé. Les électeurs - qui en ont par ailleurs une image positive- boudent ce scrutin. Les médias, en ce début décembre 2008, ont accompagné et préparé ce mouvement, laissant entendre depuis plusieurs jours que la participation en serait vraisemblablement faible. Les responsables gouvernementaux ont pour leur part peu soutenu en amont ce scrutin. La campagne officielle a -pour le moins - été discrète. On ne peut dire que les salariés aient été fortement sensibilisés et sollicités pour accomplir leur devoir civique, comme si un autre projet était déjà à l'oeuvre.

Les organisations syndicales et patronales sont divisées sur l'importance de ce scrutin, et quelques-unes d'entre elles militent ouvertement pour l'abandon de cette élection au profit d'une représentation des différentes organisations au prorata de leurs résultats électoraux lors des élections professionnelles dans les entreprises (CE, DP, ...).

Cette avance de l'abandon du suffrage universel pour les conseils prud'homaux est masquée, insidieuse, et même si de nombreux médias s'en font les complices volontaires ou non, elle doit être fortement dénoncée. Les démocrates de tous bords ne peuvent se réjouir de l'abandon d'un scrutin démocratique pour le remplacer par des nominations « syndicales » ou « patronales » des juges du travail que sont les conseillers prud'homaux, et selon une représentation construite à partir de scrutins qui ont un autre objet.

Les fédéralistes, qui toujours oeuvrent -suivant le « principe d'exacte adéquation »- au traitement des problèmes au niveau où ils se posent, sont particulièrement interpellés à ce propos. Leur combat sans cesse repris pour la démocratisation des institutions publiques par et pour les citoyens, leur lutte séculaire et déterminée pour un vrai « dépérissement de l'Eta » exigent qu'ils dénoncent la rhétorique qui, à terme, menace le principe de la seule juridiction française véritablement indépendante, indépendante parce que démocratiquement élue.

Sans doute convient-il de repenser, puis de réformer, les modalités du scrutin de telle sorte qu'il captive davantage l'attention ; sans doute les enjeux de cette élection peuvent-ils être plus clairement explicités aux électeurs, salariés ou employeurs. Mais le principe de l'élection, lui, ne saurait sans danger être remis en cause.

L'Action fédéraliste "Socialisme & Liberté" (AFSL) milite pour des institutions décentralisées et des structures internes de caractère fédéral en France et dans le monde. L'élection démocratique des conseils prud'homaux par les travailleurs eux-mêmes, qu'ils soient salariés ou employeurs, est en France une condition du « fédéralisme économique » cher aux théoriciens fédéralistes de la fin du XIX^e et aux syndicalistes révolutionnaires du début du XX^e siècle. L'AFSL, qui s'est toujours idéologiquement et politiquement située dans cette filiation, suivra attentivement l'évolution de ce débat dans les mois à venir, et alertera en conséquence les citoyens sur les éventuelles atteintes à leurs droits.

Presse fédéraliste sur le net

Afin de permettre au plus grand nombre d'accéder aux articles publiés dans *Fédéchoses*, *Presse fédéraliste* dispose désormais d'un site internet.

Vous y trouverez également une partie des textes et documents publiés par l'association, notamment les brochures épuisées. Celles concernant Albert Einstein et Kenneth C. Wheare sont ainsi déjà disponibles.

Enfin, le catalogue des publications de *Presse fédéraliste* peut y être consulté.

Le site est accessible à l'adresse www.pressefederaliste.eu

N'hésitez pas à créer des liens vers celui-ci depuis vos sites afin d'aider à le faire connaître !

Valéry-Xavier LENTZ – responsable du www.pressefederaliste.eu

***Fédéchoses - Pour le fédéralisme* pour le débat entre les fédéralistes en France, en Europe et dans le monde**

Fédéchoses, revue créée au début des années 70, a toujours voulu être une revue de large débat fédéraliste.

- Toutes les organisations fédéralistes démocratiques, qu'elles privilégient le fédéralisme interne, le fédéralisme européen ou le fédéralisme mondial ont droit de cité dans *Fédéchoses* ; sans pour autant que la revue ne soit l'expression d'aucune d'entre elles ;
- inversement, aucune organisation fédéraliste ne peut être engagée par l'éditorial de *Fédéchoses* sauf le cas exceptionnel ou un texte de telle ou telle organisation serait repris en éditorial par *Fédéchoses*, avec l'accord de ses rédacteurs ;
- à l'exception de l'éditorial, les textes publiés n'engagent que leurs auteurs. La direction de *Fédéchoses* se réserve le droit de publier, ou non, les textes reçus directement ou par l'entremise de notre collaboration étroite avec d'autres revues fédéralistes et plus particulièrement ces dernières années *The Federalist Debate*, revue publiée sous le patronage commun de l'U.E.F., de la JEF et du WFM-MFM international ou *Le Taurillon* magazine en ligne créé et animé par les Jeunes Européens – France ; les textes non publiés ne sont retournés que sur demande.



Au courrier des lecteurs

Après les attentats de Bombay Appel pour une vraie citoyenneté et diplomatie européenne pour tous

Arielle ROUBY

Militante fédéraliste - Fonctionnaire du Parlement européen - Bruxelles

30 Novembre 2008 sans identité...

Plus de 16 ans après le Traité de Maastricht et la mise en place de la citoyenneté européenne, on aurait pu espérer que tout citoyen de l'Union puisse au moins bénéficier, après avoir perdu son passeport dans les attaques terroristes à Bombay, de la protection diplomatique et consulaire de son pays ou d'un autre Etat membre. R ressortissante de deux Etats fondateurs de l'Union, la France et l'Allemagne, j'imaginai que ma protection serait assurée : malheureusement les 26, 27, 28 et 29 novembre derniers à Bombay, la situation fut toute autre...

Fonctionnaire du Parlement européen, je suis partie en Inde le 23 novembre avec la délégation officielle afin d'étudier de plus près les relations commerciales de l'Inde avec l'UE dans le cadre des négociations du Cycle de Doha. Le 26 novembre, vers 9 h. 45, à quelques minutes du début de la fusillade, j'ai quitté le Taj Mahal Hôtel sans mon passeport allemand... Ayant échappé aux attaques, je pensais naïvement à l'aube du 27 novembre que le principal était d'être saine et sauve... Mais j'ai appris en quelques heures que d'être en vie est une chose, avoir droit à une protection diplomatique en est une autre...

L'Europe, quel numéro de téléphone, quand on a besoin d'aide en tant que ressortissant de l'UE ?

J'ai passé la nuit dans un restaurant avec des parlementaires européens et des collègues non loin des tirs et bombes. Faisant partie d'un groupe venant de six Etats membres de l'Union européenne, on aurait pu espérer que l'un d'entre-eux serait venu nous chercher et aider ceux qui étaient encore dans le Taj Mahal hôtel. Toute la nuit, nous avons essayé de contacter nos ambassades respectives et étions en permanence en contact avec la Représentation permanente de la Commission européenne à New Dehli. En vain...

Européenne convaincue, j'ai dû admettre que l'UE n'existe qu'à Bruxelles et Strasbourg - pire encore : qu'aucune coopération diplomatique entre les Etats membres n'était envisageable ni même une action altruiste... A l'aube, seul le Consul d'Allemagne est venu chercher ses propres ressortissants, les autres ont dû attendre encore quelques heures avant de pouvoir être pris en charge par des Etats non fondateurs, espagnols et hongrois - et cette fois-ci sans discrimination de nationalité.

L'Europe, quel numéro de téléphone pour obtenir un passeport ? Au-delà du stress émotionnel et de la peur que l'on peut avoir pendant une attaque terroriste, ma plus grande bataille fut celle de l'obtention d'un passeport.

Ayant rencontré le Consul général d'Allemagne cette nuit là je lui ai fait part de la perte de mon passeport. M'étant assurée qu'une photo électronique lui soit envoyée je pensais que mes problèmes de papiers pourraient être résolus sous peu. Puis, j'apprenais par le représentant du Consulat français qu'en aucun cas la France ne pourrait me donner un passeport français pour la simple raison que j'étais rentrée en Inde avec un passeport

allemand. Ce qui ne me semblait pas encore problématique allait le devenir quelque 30 heures plus tard...

Vendredi 28 novembre j'apprenais que le Consulat allemand n'avait pas encore fait mes papiers. D'une part je n'en avais pas fait de « demande officielle » et d'autre part, que j'avais une autre nationalité de l'Union. Le Consul lui-même m'indiqua que je devais faire 4 photos d'identité (car la photo électronique du Parlement ne suffisait pas), passer signer au Consulat des papiers et enfin aller à la police pour obtenir mon visa de sortie. Tout cela bien sûr par mes propres moyens au cœur de cette ville étrangère qui était toujours sous les mains des terroristes... Aucun autre consulat n'avait exigé à l'un de ces citoyens de mettre sa vie en danger et de se déplacer dans Bombay pour obtenir des papiers ! Dans la mesure où il m'était impossible d'accéder au consulat qui se trouvait dans la zone barricadée par la police et les terroristes, et désemparée par la bureaucratie de l'un de mes Etats je me tourne vers l'autre : La France.

Le Consulat français à ce moment réitère sa réponse en me disant qu'ils ne peuvent rien pour moi, car je suis rentrée avec un passeport allemand. Cela fait presque quarante-huit heures que j'étais dans l'insécurité, sans bagage et dans ma robe du mercredi soir. Désespérée je téléphone à mon employeur : le Parlement européen. La situation se débloque grâce à un appel téléphonique du Parlement au Ministre des affaires européennes français... Mais jusqu'au dernier moment j'étais sans papier, sans même un « laisser-passer », et dans l'incertitude de pouvoir rentrer en Europe. A 23 heures le vendredi 29 novembre, je reçois finalement un passeport de l'un de mes Etats d'origine... et enfin à 2 heures du matin le samedi 30 novembre je passe tous les contrôles indiens pour embarquer avant de décoller enfin pour l'Europe...

Appel pour une vraie citoyenneté et diplomatie européenne pour TOUS !

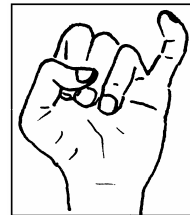
Si je n'avais pas fait partie du personnel du Parlement européen et ainsi eu la possibilité de faire pression au plus haut niveau politique pour obtenir un passeport, je serai peut-être encore aujourd'hui en Inde et en train de me battre contre la bureaucratie de deux Etats fondateurs de l'Union.

Mon témoignage montre que nous sommes bien loin de l'existence d'une véritable citoyenneté et d'une diplomatie européennes. J'avais l'impression d'être dans le meilleur des cas dans l'après guerre, car ni la France et ni l'Allemagne n'étaient capables de me donner un passeport alors que j'ai la double nationalité... ils se contentaient de se renvoyer la responsabilité...

Voici donc mon appel de citoyenne : combien d'attentats terroristes dans le monde faudra-t-il pour que l'Union mette en place une véritable citoyenneté européenne comme elle s'y est engagée il y a 16ans ? Donnez-nous un numéro pour appeler l'Union européenne.

Mon p'tit doigt Fédéchoses

Poitou-Charentes : non au boycott de la clientèle allemande par les hôteliers-restaurateurs



Article publié initialement par Fabien CAZENAVE sur www.taurillon.org, sous le titre « Carton rouge à Antoine Majou, président de l'UMIH »

Fabien CAZENAVE est ancien rédacteur en chef de la version française du *Taurillon* de novembre 2006 à novembre 2008 et membre de l'UEF Ile-de-France

Le président de l'Umih Poitou-Charentes (hôteliers et restaurateurs), Antoine Majou, a adressé un courrier à ses adhérents en leur demandant de boycotter les produits allemands et la clientèle allemande, après le refus d'Angela Merkel de laisser la France baisser son taux de TVA en restauration. Carton rouge !

Les réflexes anti-allemands ont la vie dure : est-ce que les clients allemands vont devoir aborder une étoile (noir-rouge-) jaune quand ils viendront en Charente-Maritime ? [La réaction du président régional du syndicat hôtelier l'Union Métiers Industries Hôtellerie \(UMIH\)](#) fait peur car on s'attaque non seulement à un produit mais bien à l'identité de la personne. Que verrons-nous sur les portes des hôtels dorénavant ? « Interdit aux chiens et aux Allemands » ?

Bien sûr, le président de Charente-Maritime de ce syndicat a voulu faire de la provocation, ce qui suppose jouer avec les limites. Là, il les a allègrement dépassées... et ne semble pas le comprendre.

A l'origine une réaction épidermique sur la TVA à 5,5 % dans l'hôtellerie-restauration

Les Allemands ont bon dos. Ils payent les pots cassés de la frustration des professionnels de l'hôtellerie et de la restauration qui, depuis plus de dix ans, réclament en France l'instauration d'une TVA à 5,5 % et non celle à 19,6 %. Or le dernier Sommet européen a mis une nouvelle fois le couvert sur leur « rêve » et c'est sur les épaules de la chancelière allemande, Angela Merkel, que reposerait la réalisation d'un accord. Avant ce sommet, c'était pourtant des petits pays qui empêchaient l'accord. Mais ils ne pesaient pas autant que l'Allemagne. En Charente-Maritime, la clientèle allemande est à la troisième place de la fréquentation « étrangère » (selon la terminologie officielle), derrière les Britanniques et les Néerlandais, avec 192.700 nuitées en 2007 pour 40 € de dépenses quotidiennes en moyenne.

Heureusement, des voix s'élèvent pour dénoncer cet appel à la ségrégation de nos cousins germains. [Thierry](#)

[Maître](#), Président des Cafés, brasseries et discothèques de Charente-Maritime s'élève contre les « conséquences d'un pareil appel ». Il estime qu'on « mélange les valeurs de nos activités d'accueil sans aucune discrimination et les questions de politique entre gouvernements de différents pays ». « En tant également que Président de l'association *Instant privilège* qui regroupe des cafés et brasseries rochelais, il n'est pas question de s'associer à cette démarche » termine le patron de [l'Epi de Blé](#).

L'intergouvernementalisme pousse à ce genre de réactions

Comment a-t-on pu en arriver là ? Même si la relation franco-allemande ne fonctionne plus aussi bien qu'avant, ce n'est pas la première fois qu'une décision est bloquée en raison d'un désaccord entre France et Allemagne. De plus, l'unanimité nécessaire sur la majorité des compétences européennes bloque le système. Le problème est que le Conseil européen est encore plus important car la Commission européenne est faible actuellement. Et les sommets à 27 intérêts nationaux différents ne poussent pas spécialement à la recherche du consensus...

Que peut comprendre dès lors le citoyen européen en dehors du fait que ses intérêts nationaux sont bloqués par ceux des autres ? On dresse ainsi les citoyens les uns contre les autres. Comme le président de l'UMIH et la clientèle allemande.

Le Parlement européen a décidément un rôle des plus importants pour remettre la construction de l'Union européenne sur de bons rails. Car c'est là qu'on peut dépasser les intérêts nationaux le plus facilement en remettant au coeur du débat la confrontation des projets de droite, de gauche, du centre ou écologique...

Parce qu'en attendant, on a des réactions comme celle d'Antoine Majou qui ne comprend pas la gravité de ses propos. Il déclare ainsi que *le but, c'était de provoquer, sinon on passe inaperçu. Et jusqu'à maintenant on a été trop poli, trop gentil*¹⁸. Alors autant être trop con ?

Auriculus
p.c.c. Fabien CAZENAVE

www.pressefederaliste.eu

¹⁸ Source : *Sud Ouest* du 3 janvier 2009, page 11.

La chronique de Cocorico



Vignette de Yves PAGES, créée en 1975

....., le 5 sarkozaire de l'an 2

A Dame et Messieurs de la « Presse fédéraliste »

Madame, Messieurs,

il y a longtemps, que je ne vous ai écrit ; lassé de l'absence de réponse à mes légitimes protestations ; je dois aussi convenir que j'ai été progressivement accaparé, depuis ma première missive en 1975, par des questions plus importantes que l'entretien d'un dialogue stérile avec les sectateurs de la pensée fédéraliste que vous êtes (mais le terme de pensée est-il réellement approprié ?).

Mon dernier courrier, au 1^{er} trimestre 2002, date de 6 ans déjà !

Dieu -que son nom soit ici vénéré, tout autant que celui de son humble serviteur Nicolas Sarkozy- que le temps passe vite, lorsque l'on a la force et la sagesse de ne pas polémiquer avec les cloportes de votre espèce et de traiter par l'indifférence leurs odieux (v)agissements *taurillonnesques* !

Dans ce dernier envoi je vous faisais part de mes espoirs en la candidature présidentielle de M. le Président Jean-Pierre Chevènement. Las, ils sont restés vains ! Mais « JPC », comme je m'honore de l'appeler, n'en mérite pas moins de porter, pour l'éternité, le titre de (grand) Président qui aurait du être le sien si la populace ne s'était laissée égarée par des traîtres de votre espèce. Ce ne sont pourtant pas les efforts de personnes désintéressées, comme votre serviteur et notre grand écrivain Michel Clouélebecq, inoubliable auteur des *Partis culs* et les *menteurs* (essai politique, comme son nom l'indique, d'une insondable profondeur !) qui en sont la cause.

Mais... que de temps perdu pour notre malheureuse patrie, et donc l'humanité tout entière, dont elle ne peut qu'être le guide et le vaisseau amiral. Heureusement, en 2007, la France s'est enfin donnée à un homme providentiel qui, lui aussi, « a du poil sur la poitrine », comme on le dit en Espagne. Un héraut qui n'a pas hésité à violenter son incommensurable modestie pour lui faire don de sa personne. Or, il en faudra du poil sur la poitrine, et du dévouement désintéressé, pour permettre à notre pays de reprendre la tête de l'humanité, par avance reconnaissante, à la barbe des Chinois, des Papous, des bronzés nord-américains et des pirates somaliens tous ligués sournoisement pour notre perte. Je n'ose penser à ce qu'il serait advenu de nos cons-patriotes si par malheur l'un de ses adversaires l'avait emporté, tout particulièrement la Bécassine poitevino-charentaise ou le Bai-Ille-rou béarnais (mais comment peut-on être Béarnais ?). Des esprits malfaisants pourraient objecter que le Président

Sarkozy n'est pas gaulois de pure souche mais plutôt fils d'immigré hongrois (heureusement anticommuniste !), qui plus est marié en troisièmes noces avec une sulfureuse roturière piémontaise (comment peut-on être Piémontaise ?). Mais « qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse », et devant les menaces qui nous guettent, s'il n'est pas le Président de notre Coeur, alors, qu'il soit celui de notre Raison, d'autant que sa succession (A Dieu ne plaise !) semble assurée en l'auguste personne de son fils Jean, deuxième dans l'ordre successoral au Trône Républicain. Le Prince Jean, d'ores et déjà Bailly des Hauts-de-Seine, qui veille à se former au pilotage du char de l'Etat-nation (que le monde entier nous envie ; riez, riez, riez...) du haut de son scooter. Dans ces temps de massification mondialiste et plouto-démocratique que vous appelez de vos vœux, nous devons savoir humblement accepter pour le rayonnement de la France éternelle et de notre admirable langue nationale (oui, NATIONALE, je n'ai pas honte d'insister) un reître, voire un soudard (sachant si nécessaire manier le karcher) même s'il n'est français que de fraîche date. Vénérons ici nos aïeux clairvoyants qui ont su faire fructifier le généreux magistère d'un petit caporal corse (comme Lui, allogène et doté de talonnettes) qui a su les conduire à la conquête civilisatrice des steppes incultes d'Egypte, d'Ibérie et même de Russie, ce dont les survivants et leur descendance nous sont encore reconnaissants.

Nous ne devons pas non plus négliger que les ancêtres du nouveau Grand Sarkovizir de France et de l'Union européenne, depuis peu réunies sous son oriflamme bleu étoilé (dont les étoiles pourraient être avantageusement remplacées par autant de croix fléchées), aient été durant des générations aux avant-postes de l'héroïque résistance de l'Europe chrétienne aux hordes ottomanes. Gageons qu'il saura à son tour étendre sur nous son manteau protecteur alors que, non content de vouloir intégrer le Machin européen, le gouvernement turc vient de créer une chaîne de télévision d'Etat en patois kurde (mais comment peut on être Kurde ?). Au moment où une malencontreuse réforme constitutionnelle, qui ne peut que lui avoir été soufflée par de démoniaques *eurofédéralistes* de votre acabit a inscrit dans le préambule gravé dans le marbre de notre Constitution les langues régionales (mais comment peuvent exister des langues régionales ?), nul doute que cette provocation islamo-ottomane visant à détruire l'Occident chrétien ne manquera pas de donner des idées aux patoisants bien de chez nous. Heureusement que, conscient de sa bévue, le Président Sarkozy ne ménage nul effort pour mettre au pas la piétaille journalistique d'Etat.

Hors, c'est au moment où nous devons affronter de tels dangers, qu'un coup d'œil distrait aux derniers numéros de votre revue en peau de lapin, que vous persistez à m'adresser bien que je ne vous aie jamais fait l'aumône d'un euro (même faux), m'apprend que non contents de gaspiller encre et papier, pour diffuser vos théories fumeuses et vos complots séditieux, vous vous dotez d'un site *internet* nommé avec outrecuidance www.pressefederaliste.EU (et non pas [FR.](http://www.pressefederaliste.FR), comme vous auriez du avoir à cœur de le faire) ! Mais, encore, que vous auriez embarqué dans votre minable équipage quelques vieilles barbes soucieuses de distiller leur venin fédéraliste mais aussi une jeune muse, pompeusement qualifiée d'Attachée de presse, et quelques jeunes galopins plus adeptes de la masturbation « intellectuelle » que pressés de rentrer dans la vie active pour payer nos retraites tellement méritées en reconnaissance pour le monde merveilleux que leur léguons. Encore de beaux monstres d'ingratitude ...!

Lassé de prêcher dans le désert, je vous adresse, malgré tout, mes salutations républicaines.

Coco Ricard



Hommage à Rachid ALICHE, écrivain Berbère, et à sa langue

Bernard LESFARGUES
Ecrivain et traducteur. Militant fédéraliste
Fondateur des *Éditions Fédérop*



Lors du dernier *Salon du livre d'Alger*, un hommage a été rendu à Rachid Aliche, écrivain en tamazight (berbère).

Né en 1953, décédé le 19 mars 2008, Rachid avait longtemps travaillé à Lyon et il était très proche de la petite équipe qui dirigeait les *Éditions Fédérop*. Il présenta un manuscrit, mais aucun des responsables des éditions n'était en mesure de lire ce texte. Il avait été tapé sur une machine à écrire bricolée pour pouvoir reproduire les nombreux signes diacritiques du tamazight écrit en caractères latins. Heureusement, il y avait une magnifique préface, en français, de Mouloud Mammeri, et l'on ne pouvait que lui faire confiance.

Ainsi naquit *Asfel*, en mai 1981, le premier roman publié en tamazight. Introduit clandestinement en Kabylie, et bénéficiant du

bouche à oreille, le tirage en fut vite épuisé. Par contre, le second, *Faffa*, ne connut pas le même succès.

Peu de temps après son édition, en 1986 (toujours par *Fédérop*) Rachid Aliche repartit pour Alger. Il ne donna plus jamais de ses nouvelles à ses amis de *Fédérop*, ne répondit pas aux lettres ; mais les recevait-il seulement ? On peut supposer que non.

En publiant *Asfel* (*Le remède magique*), puis *Faffa* (*La France*, au péjoratif), les *Éditions Fédérop* ont pleinement joué le rôle que leurs fondateurs leur assignaient. C'est un honneur pour elles d'avoir aidé les Berbères, nation sans Etat, à préférer, ainsi que l'écrivait Rachid Aliche, « la farine du gland au couscous de la honte ».

Postface de Bernat Lesfargas à *Asfel*, de Rachid Aliche

Traduction de l'Occitan par Bernat Del CLAUD (Périgord)

Nous publions ci-après le texte de Bernard Lesfargues qui clôturait le livre de Rachid Aliche. Bernard avait à l'époque, décision politique, décidé de publier sa postface en occitan ; c'est sa traduction en français que nous publions ici.

Nous ne sommes pas, nous Occitans, un « peuple sans écriture ». Des écrits, nous en fabriquons depuis des siècles et nous en fabriquons déjà quand d'aucuns, qui nous regardent aujourd'hui de haut, ne savaient peut-être même pas épeller l'alphabet. Mais, l'insistante, l'insonnante et l'hypocrite pression de l'Etat qui nous fait l'honneur de nous parquer et de nous protéger, et s'il le faut contre nous-mêmes, a dévalué notre langue, et, pour parler comme Mouloud Mammeri, l'a insularisée : en somme, nous en sommes sur notre terre occitane au même point que les Berbères sur la leur.

C'est pour cela que, quand m'est arrivé entre les mains ce texte, *Asfel*, cela m'a dérangé d'en devenir l'éditeur. J'ai pensé en premier à une édition bilingue, berbère et français. Nous en avons discuté, Rachid et moi, et sommes tombés d'accord sur le fait que - comme pour l'occitan écrit, la décision de se passer du français avait marqué un progrès- le berbère pouvait se passer de l'aide de la langue du colonisateur et cheminer sans béquilles. Progrès, bien sur, mais encore plus affaire de dignité. « Dignité », « honneur », aujourd'hui comme au temps de Pierre de Garros.



Si je n'avais pas été occitan, je n'aurais pas plongé dans cette aventure. Car c'est bien une aventure, la publication d'un livre écrit dans un « langage étrange », par une maison d'édition qui n'a pas le moindre sou. Rien que des dettes. Mais je sais bien que dans une grosse maison ils ne seraient pas si naïfs. Ils ne publieraient pas *Asfel* sans traduction. Ou, plus probablement, ils ne le publieraient pas du tout. Ils n'ont pas à entrer dans la logique folle des minoritaires d'un côté ou de l'autre de la mer Méditerranée.

Mais, moi, insensé que je suis, je tiens avec opiniâtreté, que c'est un honneur -« honneur », j'insiste- pour une petite maison d'édition, et pour un Occitan, de faire ce que d'autres n'oseraient pas faire. C'est également un moyen de se sentir et de s'affirmer libre.

Information de dernière minute des *Éditions Fédérop* : réédition espérée en Algérie ?

Un projet de réédition des romans de Rachid Aliche, *Faffa* et *Asfel* par les *Éditions Achab* (maison spécialisée dans le domaine berbère, créée tout récemment pour répondre aux besoins de l'enseignement, de la recherche et du grand public en général et dont le siège social est situé à Tizi-Ouzou), est actuellement en cours.

Pour info (signalé par Ramdane Achab, responsable des éditions) : « Les Universités de Tizi-Ouzou et de Béjaïa accueillent depuis les années 1990 des promotions de plus en plus importantes dans leurs filières berbérisantes de licence et de magister (DEA). L'enseignement de la langue berbère est par ailleurs généralisé en Kabylie (primaire, collège, lycée). Depuis le début des années 2000 la langue berbère a un statut de langue nationale en Algérie ».

Bernadette PARINGAUX

Directrice *Éditions Fédérop* - tél: 33 / 05 53 27 80 95 - editions.federop@wanadoo.fr - <http://www.federop.com>

« Machin européen » ou Fédération européenne ?

Nous revenons suffisamment dans ce numéro sur la Présidence française de l'Union européenne... pour ne pas nous appesantir ici sur ses résultats. Pourtant, dans un premier temps, nous avons été tentés de dénoncer le cœur dithyrambique qui a, même au Parlement européen (à l'heureuse exclusion de Daniel Cohn-Bendit), tressé des couronnes de lauriers à Nicolas Sarkozy. Nous ne sommes pas de ses thuriféraires mais sommes prêts à reconnaître que Sarkozy n'est pas seul responsable, même si le bilan du Sommet européen peut être qualifié de « calamiteux » (comme en juin 2007, cf. « Juin 2007, encore un Sommet calamiteux : passons... et continuons le combat ! », éditorial N° 136, 2007) tout particulièrement en ce qui concerne la préparation des élections européennes et la ratification du Traité de Lisbonne.

Notre approche sera donc plutôt de dénoncer le « Machin » européen qu'il a présidé six mois de manière intérimaire, plus que le personnage.

Qui ne se souvient du qualificatif, peu affable, de « Machin » dont de Gaulle avait affublé en 1960 les Nations unies ? Même si d'après André Lewin (ancien porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, ancien haut responsable du Quai d'Orsay) cette réflexion n'exprimait pas à elle seule le fond de sa pensée.

Nous ne sommes pas non plus des thuriféraires obtus du Général, mais nous revendiquons avec force le qualificatif de « Machin », pour l'ONU, mais aussi pour l'UE (même si celle-ci plus aboutie [mais viciée par la logique intergouvernementale et émasculée par 27 droits de Veto... en attendant mieux !!!] possède déjà quelques caractéristiques pré-fédérales, comme le Parlement européen -représentant élu du *Peuple européen*, ou la Banque centrale européenne).

- « Machins » pour signifier « Ligue d'Etats souverains », c'est-à-dire organismes internationaux congénitalement inaptes à régler durablement les questions internationales et les différends entre Etats. D'autres l'ont illustré avant nous : que l'on se réfère à Emmanuel Kant, aux pères de la Constitution américaine, ou, plus près de nous, à des auteurs fédéralistes comme Proudhon, Clarence Streit, Altiero Spinelli, Michel Mouskhély, Mario Albertini ou tant d'autres...
- « Machins », pour dénoncer ces créations de la logique intergouvernementale incapables de dompter l'anarchie internationale et de gouverner démocratiquement la mondialisation politique, économique, écologique...

Jean Monnet avait l'habitude de souligner que si les hommes politiques doivent prendre des initiatives, seules les institutions permettent de les mettre en forme et de rendre pérennes leurs rêves. A ce sujet, quels que soient l'énergie de Sarkozy et les résultats apparents de la Présidence française, deux faits nous paraissent avérés :

- on ne peut faire progresser l'UE dans la voie de l'unité politique fédérale (seule garantie du caractère irréversible de l'unification européenne) en se contentant d'espérer que, de temps à autre, « un frelon dans le local intergouvernemental » déborde d'activité ;
- d'autre part, Nicolas Sarkozy, n'est pas disposé à abandonner la logique intergouvernementale et à accepter le jeu de la démocratie internationale. Il affirmait déjà en juin 2007, alors que le Conseil européen avait enterré les travaux de la Convention européenne, que « ...On revient à la logique des traités. Cela signifie que tout l'acquis communautaire est préservé, et cela veut dire aussi que le Compromis de Luxembourg reste en vigueur. Il permet, depuis que le Général de Gaulle l'a imposé en 1966, à tout Etat membre d'imposer son veto à toute décision qui mettrait en cause ses intérêts fondamentaux ». Dont acte.

« Encore un sommet calamiteux : passons... et continuons le combat ! », au-delà de la ratification nécessaire du médiocre Traité de Lisbonne, jusqu'aux Fédérations, européenne et mondiale.

Pour un engagement de l'Union européenne pour la paix au Moyen-Orient

Regretter et condamner les combats entre Israël et le *Hamas* à Gaza ne suffit pas. Les vœux pieux et les condamnations verbales n'ont pas empêché 60 ans de guerre au Moyen-Orient. Rappelons que nous avons depuis longtemps demandé la création d'un Etat palestinien viable (Cf. Edito de Lucio LEVI, *Fédéchoses*, N° 30, 2, 1980), non plus !

Une garantie internationale crédible est aujourd'hui nécessaire : garantie de sécurité et de paix pour les Israéliens et les Palestiniens, sans exclusive. Les Etats-Unis ne sont pas crédibles seuls pour l'apporter ; l'UE, pas encore, car elle devrait parler d'une seule voix et donc se doter d'un gouvernement fédéral.

Dans l'immédiat, l'Union européenne doit :

- envoyer, ou diriger, une force d'intervention, comme au Liban, capable de faire respecter une trêve durable et de garantir la sécurité de tous ;
- avoir une Présidence stable lui permettant de s'exprimer durablement d'une seule voix et de prendre l'initiative, dans le cadre des Nations unies, d'une Conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient.

A terme, l'UE doit également se doter d'un gouvernement fédéral et de ressources propres, afin de favoriser un processus d'intégration économique et politique au Moyen-Orient, seule voie de paix pour tous les peuples de la région.

C'est ainsi que les Européens ont pu se réconcilier et progressivement mettre en œuvre, trop lentement depuis un demi-siècle, l'unité européenne.

Fédéchoses

FEDECHOSSES – Pour le fédéralisme

Directeur de la publication : Jean-Luc PREVEL - Rédacteur en chef : Jean-François BILLION - Comité de rédaction : Florent BANFI - Ronan BLAISE - Bruno BOISSIERE - Maurice BRAUD - Didier COLMONT - Sandra FERNANDES - Valéry-Xavier LENTZ - Lucio LEVI - Michel MORIN - David SOLDINI
Attachée de presse : Sandra FERNANDES - Responsable site web : Valéry-Xavier LENTZ

Presse fédéraliste - Maison de l'Europe - 18, Avenue Félix Faure - 69007 LYON

Abonnement 15 € - Soutien 30 € - Méritant 100 € - Le numéro 3 €

Impression : Reimpression - 69240 Bourg de Thizy - www.pressefederaliste.eu